CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1957 - 1958

Annexe au procès-verbal de la séance du 14 novembre 1957.

RAPPORT

FAIT

au nom de la Commission de comptabilité (1) sur le projet de résolution portant, pour l'exercice 1956 :

- a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République ;
- b) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer ;
- c) règlement définitif des comptes de la Caisse des Retraites des Sénateurs et de celle du Personnel ;
- d) règlement définitif des comptes de la Caisse de Sécurité sociale des Sénateurs et de celle du Personnel ;
- e) approbation du compte de gestion du Trésorier ;
- f) approbation des comptes des buvettes.

Par M. Robert BRIZARD

Sénateur.

Mesdames, Messieurs,

Aux termes de l'article 107 du Règlement du Conseil de la République, la Commission de comptabilité, chargée du contrôle de la comptabilité des fonds alloués pour les dépenses du Conseil

(1) Cette Commission est composée de : MM. Jacques Gadoin, *Président* ; Brizard, *Secrétaire-rapporteur* ; Gaston Charlet, Paul Chevallier, Claudius Delorme, Le Sassiér-Boisauné, Liot, Pauly, François Ruin.

de la République, lui rend compte, à la fin de chaque exercice, du mandat qui lui a été confié.

Le Règlement de Comptabilité (art. 5) précise qu'après la clôture de l'exercice, la remise des comptes du Trésorier et l'examen du compte administratif des Questeurs, la Commission présente un rapport sur le règlement du budget au Conseil de la République qui arrête définitivement son budget en recettes et en dépenses et statue sur l'affectation à donner à l'excédent de recettes qui peut exister. Il en est de même pour les budgets annexes alimentés par des retenues sur l'indemnité parlementaire ou sur les appointements du personnel.

*
**

La Commission de comptabilité a été saisie par MM. les Questeurs du Compte administratif du Budget des Recettes et des Dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1956. Ce compte a fait l'objet d'une étude approfondie de la part de notre Commission qui m'a chargé de vous rapporter ses conclusions.

Nous vous rappelons que, fixé à la somme de 2.825.000.000 de francs par Résolution en date du 16 février 1956, le budget du Conseil de la République s'est finalement élevé, compte tenu d'un report de 86.000.000 de francs de l'exercice 1955 ordonné par l'article 2 de la Résolution en date du 2 août 1956, à la somme de..... 2.911.000.000 F.

Les dépenses de l'exercice 1956 s'étant
élevées à..... 2.792.234.622

il reste, sur le budget de l'exercice 1956, un
excédent de..... 118.765.378 F.

Nous vous proposons de répartir comme suit cet excédent de 118.765.378 F:

Report à la dotation de l'exercice 1957: 118 millions de francs.

Le solde, soit 765.378 francs, étant, selon la tradition, versé à la Caisse des Retraites du Personnel.

*
**

Nous avons également examiné les comptes présentés par MM. les Questeurs sur les budgets annexes alimentés par les retenues sur l'indemnité parlementaire ou sur les appointements du personnel.

Nous les avons reconnus exacts et sincères et vous proposons d'autoriser les Questeurs à accorder leur quitus au Trésorier du Conseil de la République ainsi qu'au Directeur du Service du Matériel chargé, entre autres attributions, de la gestion des buvettes.

En conclusion, nous ne pouvons que vous demander de donner votre entière approbation à la gestion de MM. les Questeurs en soulignant à cette occasion la parfaite régularité des écritures et justifications qui ont été soumises à notre Commission.

En conséquence, nous vous proposons d'adopter la résolution suivante :

PROJET DE RESOLUTION PORTANT POUR L'EXERCICE 1956

Règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République.

Article premier.

Le budget du Conseil de la République pour l'exercice 1956 est définitivement arrêté :

— en recettes : à la somme de deux milliards neuf cent onze millions de francs..... 2.911.000.000 F.

— en dépenses : à la somme de deux milliards sept cent quatre-vingt-douze millions deux cent trente-quatre mille six cent vingt-deux francs 2.792.234.622 F.

En excédent de recettes : à la somme de cent dix-huit millions sept cent soixante-cinq mille trois cent soixante-dix-huit francs..... 118.765.378 F.

Art. 2.

Sur cet excédent de recettes de 118.765.378 francs :

— la somme de cent dix-huit millions de francs (118.000.000 de francs) est reportée à la Dotation du Conseil de la République pour l'exercice 1957;

— le solde, soit sept cent soixante-cinq mille trois cent soixante-dix-huit francs (765.378 F), est attribué à la Caisse des Retraites du Personnel.

**Règlement définitif du compte de l'abonnement
aux chemins de fer.**

Art. 3.

Le compte de l'abonnement aux chemins de fer pour l'exercice 1956 est définitivement arrêté, en recettes et en dépenses, à la somme de sept millions huit cent soixante-dix mille six cent vingt-huit francs (7.870.628 F).

**Règlement définitif des comptes de la Caisse des Retraites
des Sénateurs et de celle du Personnel.**

Art. 4.

Le compte de la Caisse des Retraites des anciens Sénateurs pour l'exercice 1956 est définitivement arrêté :

En recettes : à la somme de quatre cent quatorze millions huit cent cinquante-deux mille neuf cent quatre-vingt-sept francs (414.852.987 F).

En dépenses : à la somme de quatre cent quatorze millions huit cent quarante-quatre mille cinquante francs (414.844.050 F).

En excédent de recettes : à la somme de huit mille neuf cent trente-sept francs (8.937 F), qui sera reportée au compte de l'exercice 1957 de la Caisse des Retraites des anciens Sénateurs.

Le compte de la Caisse des Retraites du Personnel pour l'exercice 1956 est définitivement arrêté :

En recettes : à la somme de deux cent cinquante-deux millions cinq cent treize mille neuf cent quatre-vingt-seize francs (252.513.996 F).

En dépenses : à la somme de deux cent cinquante-deux millions cinq cent six mille six cent vingt-deux francs (252.506.622 F).

En excédent de recettes : à la somme de sept mille trois cent soixante-quatorze francs (7.374 F), qui sera reportée au compte de l'exercice 1957 de la Caisse des Retraites du Personnel.

Approbation des comptes de la Caisse de Sécurité Sociale des Sénateurs et de celle du Personnel.

Art. 5.

Le compte de la Caisse de Sécurité Sociale des Sénateurs pour l'exercice 1956 est définitivement arrêté :

En recettes : à la somme de vingt-six millions neuf cent dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-treize francs (26.918.493 F).

En dépenses : à la somme de vingt-quatre millions trois cent deux mille soixante-dix-huit francs (24.302.078 F).

En excédent de recettes : à la somme de deux millions six cent seize mille quatre cent quinze francs (2.616.415 F), qui sera reportée au compte de l'exercice 1957 de la Caisse de Sécurité Sociale des Sénateurs.

Le compte de la Caisse de Sécurité sociale du Personnel pour l'exercice 1956 est définitivement arrêté :

En recettes : à la somme de trente-quatre millions cinq cent quatre-vingt-onze mille cent cinquante-neuf francs (34.591.159 F).

En dépenses : à la somme de trente-deux millions huit cent cinquante-trois mille huit cent vingt-deux francs (32.853.822 F).

En excédent de recettes : à la somme de un million sept cent trente-sept mille trois cent trente-sept francs (1.737.337 F) qui sera reportée au compte de l'exercice 1957 de la Caisse de Sécurité sociale du Personnel.

Approbation du compte de gestion.

Art. 6.

Les comptes de l'exercice 1956 rendus par M. Molard, Trésorier du Conseil de la République, sont reconnus exacts.

Moyennant la production par M. Molard de ses livres de caisse pour l'exercice 1956 constatant :

1° Le report à l'exercice 1957 de la somme de cent dix-huit millions de francs (118.000.000 de francs) ordonné par l'article 2 de la présente résolution ;

2° Le versement à la Caisse des Retraites du Personnel de la somme de sept cent soixante-cinq mille trois cent soixante-dix-huit francs (765.378 F) ordonné par l'article 2 de la présente résolution ;

3° Le maintien à titre définitif des soldes de la Caisse des Retraites des anciens Sénateurs et de la Caisse des Retraites du Personnel à ces mêmes comptes (exercice 1957) en vertu de l'article 4 de la présente résolution ;

4° Le maintien à titre définitif des soldes de la Caisse de Sécurité sociale des Sénateurs et de la Caisse de Sécurité sociale du Personnel à ces mêmes comptes (exercice 1957) en vertu de l'article 5 de la présente résolution.

MM. les Questeurs sont autorisés à délivrer à M. Molard quitus de sa gestion en qualité de Trésorier du Conseil de la République pour l'exercice 1956.

Approbation des comptes des buvettes.

Art. 7.

Les comptes des deux buvettes pour l'exercice 1956 faisant apparaître respectivement des bénéfices nets de 1.133.723 F et 1.112.058 F sont approuvés ainsi que le report à l'exercice 1957 ou la répartition provisoire de ces bénéfices effectuée par MM. les Questeurs.

Moyennant production des comptes et pièces justificatives y afférentes et justification de la répartition des bénéfices ou de leur report à l'exercice 1957, MM. les Questeurs sont autorisés à délivrer quitus de leur gestion à M. Bordes, ancien Directeur et à M. Corbel, Directeur du Service du Matériel, pour l'exercice 1956.

ANNEXE

**Tableau résumé des dépenses de la Dotation du Conseil de la République
pour l'exercice 1956.**

ARTICLES	DESIGNATION DES SERVICES	DEPENSES
	<i>Dépenses parlementaires:</i>	
1	Indemnité des Sénateurs.....	575.301.338
2	Indemnités de fonction et de représentation..	I. Indemnité du Président..... 4.079.250
		II. Indemnité des membres du Bureau..... 5.684.972
		III. Frais de réception et de représentation de la Présidence 1.711.906
		IV. Frais de réception et de représentation du Conseil de la République..... 3.404.212
3	Indemnités diverses	I. Indemnité de résidence..... 146.830.673
		I bis. — Indemnités diverses..... 157.425.762
		II. Prestations familiales..... 49.612.080
		III. a) Frais de voyage..... 43.838.234
		b) Frais de mission et d'enquête..... 10.212.360
		c) Frais de mission des Sous-Commissions légales 2.071.624
		IV. Indemnité des membres du Cabinet et du commandant militaire du Palais..... 9.935.329
	<i>Dépenses de personnel:</i>	
4	Traitements et salaires	I. Titulaire et stagiaire..... 321.385.066
		II. Hors cadre..... 1.749.355
5	Indemnités	I. Cherté de vie..... »
		II. Travaux supplémentaires..... 98.183.009
		III. Logement 21.920.859
		IV. Chauffage 12.707.392
		V. Prestations familiales..... 27.547.458
		VI. Résidence familiale..... 89.067.709
		VII. Diverses 66.189.632
	<i>Dépenses de matériel:</i>	
6	Mobilier et matériel.....	27.141.164
7	Fournitures de bureau.....	12.645.288
8	Habillement	7.202.189
9	Voitures	8.758.754
10	Impressions	75.677.073
11	Bibliothèque et archives.....	4.041.722
12	Achat de journaux et abonnements au <i>Journal officiel</i>	4.036.741
13	Travaux d'art. — Médailles et insignes.....	65
14	Service postal et téléphonique..	27.093.678
	A reporter.....	1.815.154.894

Annexe

au Rapport N° 20

de M. Robert Brizard

ANNEXES

Au rapport de la Commission de comptabilité sur le règlement définitif des comptes du Conseil de la République pour l'exercice 1956.

RAPPORT DE MESSIEURS LES QUESTEURS

à la Commission de Comptabilité.

ANNEXE I

Compte administratif de l'exercice 1956.

Messieurs,

Nous avons l'honneur, conformément aux dispositions de l'article 38 du Règlement de Comptabilité (1), de vous rendre compte ci-après de l'emploi des crédits votés par le Conseil de la République pour l'exercice 1956.

I. — BUDGET DES RECETTES (DOTATION)

Selon la procédure habituelle définie par l'article 2 du Règlement de Comptabilité, un projet de budget du Conseil de la République pour l'exercice 1956, arrêté par nous à la somme de 2.825.000.000 de francs, avait été soumis, au début du mois de décembre 1955, à l'examen de votre Commission.

Après en avoir délibéré au cours de plusieurs séances, votre Commission approuva le projet et c'est ce crédit qui fut soumis au Conseil de la République, sur rapport n° 186 de votre Commission le 24 novembre 1955 (colonne 1 du tableau, pp. 30 et 32).

(1) Article 38 du Règlement de Comptabilité : « A la fin de chaque exercice, les Questeurs remettent un compte de leur administration à la Commission de Comptabilité chargée de la vérification et de l'apurement des comptes.

« Ce compte administratif, dressé par le Secrétaire général de la Questure, est accompagné des comptes du Trésorier définis par l'article 39. »

Par résolution en date du 16 février 1956, le Conseil de la République adopta la dotation ainsi proposée et ce crédit de 2.825.000.000 de francs fut inscrit à concurrence de 2.675.000.000 de francs dans le décret n° 55-1689 du 31 décembre 1955 constatant le montant des crédits reconduits à l'exercice 1956 et à concurrence de 150.000.000 de francs dans la loi n° 56-780 du 4 août 1956 portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 : crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques (I. — Charges communes), Etat A (Titre II. — Pouvoirs publics. Chapitre 20-31 : Indemnité des Sénateurs et dépenses administratives du Conseil de la République).

Par ailleurs l'article 2 de la résolution du Conseil de la République en date du 2 août 1956 portant règlement du budget du Conseil de la République pour l'exercice 1955 autorisa le report d'une somme de 86.000.000 de francs à la dotation de l'exercice 1956.

Nous avons donc disposé au total d'une dotation de 2.911.000.000 de francs (2.825.000.000 + 86.000.000) (colonne 1 du tableau pp. 30 et 32) pour le règlement des dépenses de l'exercice 1956.

II. — DÉPENSES ADMINISTRATIVES DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Les dépenses totales de l'exercice 1956 se sont élevées à.... 2.792.234.622 fr.

Examen des dépenses.

(Colonne 5 du tableau, pp. 31 et 33.)

Nous vous rappelons que la résolution fixant chaque année la dotation du Conseil de la République est accompagnée d'un tableau portant répartition de ces crédits en articles par nature de dépenses.

Aux termes de l'article 2 du Règlement de Comptabilité, le Conseil de Questure ne peut, sans engager la responsabilité de ses membres, dépenser au-delà des crédits ainsi ouverts, ni décider d'aucune dépense nouvelle avant qu'il ait été pourvu aux moyens de la payer par un supplément de crédit. Mais les Questeurs disposent de la possibilité de modifier en cours d'exercice, par arrêté pris en Conseil de Questure, la répartition des articles, selon les besoins respectifs des services, sous la seule condition d'exposer dans leur compte administratif les motifs de ces virements de crédits.

La répartition définitive des crédits (colonne 4 du tableau) que nous vous proposons de ratifier et qui résulte des différents virements de crédits (colonnes 2 et 3 du tableau) que nous avons opérés, est justifiée ci-après sous chaque article de la dotation par un exposé sommaire de la situation dudit article.

A. — DÉPENSES PARLEMENTAIRES

ARTICLE PREMIER. — Indemnité des Sénateurs.

Crédit	580.160.000 fr.
Dépenses	<u>575.301.338</u>
Excédent	<u>4.858.662 fr.</u>

Le crédit inscrit à cet article tenait compte des dispositions du décret du 30 juin 1955 prévoyant des rajustements échelonnés des rémunérations des personnels de l'Etat à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1956. Ces mesures avaient pour effet de porter l'indemnité parlementaire de 1.704.000 à 1.808.000 fr à compter du 1^{er} janvier 1956 et à 1.818.000 francs à compter du 1^{er} juillet 1956. Le crédit inscrit se décomposait donc comme suit :

— du 1^{er} janvier au 30 juin 1956 :

$\frac{1.808.000 \times 320}{2}$	=	289.280.000 fr.
----------------------------------	---------	-----------------

— du 1^{er} juillet au 31 décembre 1956 :

$\frac{1.818.000 \times 320}{2}$	=	290.880.000
----------------------------------	---------	-------------

Total	<u>580.160.000 fr.</u>
-------------	------------------------

L'excédent de 4.858.662 francs provient des vacances provisoires survenues dans le courant de l'exercice par suite de quatre décès (1), de la vacance d'un siège de Sénateur (2), de la démission de Sénateurs élus Députés aux élections générales du 2 janvier 1956 (3) de démissions de Sénateurs (4) et de la déchéance d'un Sénateur (5).

ARTICLE 2, § I. — Indemnité du Président.

Crédit	<u>4.079.250 fr.</u>
--------------	----------------------

Dépenses	<u>4.079.250 fr.</u>
----------------	----------------------

Cette indemnité devant suivre les mêmes variations que l'indemnité parlementaire fut rajustée à compter du 1^{er} janvier 1956 et portée à la somme annuelle de 4.068.000 fr. pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1956 et de 4.090.500 francs pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1956.

Cette indemnité a été servie intégralement à M. le Président du Conseil de la République.

ARTICLE 2, § II. — Indemnités des membres du Bureau.

Crédit	5.710.962 fr.
--------------	---------------

Dépenses	5.684.972
----------------	-----------

Excédent	<u>25.990 fr.</u>
----------------	-------------------

(1) Décès, le 13 janvier 1956, de M. Charles Brune, remplacé le 4 mars 1956 ; le 24 mai 1956, de M. Maroger, remplacé le 22 juillet 1956 ; le 15 novembre 1956, de M. Delbos, non remplacé en 1956 ; le 18 novembre 1956, de M. Hartmann, non remplacé en 1956.

(2) Vacance du siège du sénateur représentant les Etablissements Français de l'Inde.

(3) Démissions de Sénateurs élus Députés : MM. de Chevigny, Denvers, Marrane, Maroselli, Dia, Coulibaly, Ramette.

(4) Démissions de Sénateurs : M. Lespagnol, M^{me} Claeys, M. Coupigny.

(5) Déchéance d'un Sénateur : M. René Laniel, le 25 octobre 1956.

Dans les mêmes conditions que l'indemnité de M. le Président, les indemnités des membres du Bureau ont été augmentées à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1956, compte tenu des nouveaux taux de l'indemnité parlementaire.

Le crédit prévu n'a pas été entièrement utilisé par suite de la vacance provisoire d'un poste de vice-président.

Le taux annuel de ces indemnités à compter du 1^{er} janvier et du 1^{er} juillet 1956 s'établit comme suit :

	4 VICE- PRÉSIDENTS.	3 QUESTEURS.	8 SECRÉTAIRES ET MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE COMPTABILITÉ.
Du 1 ^{er} janvier au 30 juin.....	406.800	542.400	271.200
Du 1 ^{er} juillet au 31 décembre.....	409.050	545.400	272.700

ARTICLE 2, § III. — Frais de réception et de représentation de la Présidence.

Crédit.....	5.000.000 fr.
Dépenses	1.711.906
Excédent	3.288.094 fr.

Depuis plusieurs années l'Assemblée Nationale et l'Assemblée de l'Union Française inscrivaient à leur dotation des crédits spéciaux destinés à supporter les dépenses de réceptions officielles données par le Président au nom de l'Assemblée. Nous avons estimé qu'il convenait de donner à la Présidence du Conseil de la République les mêmes possibilités et avons soumis à votre commission une proposition tendant à inscrire sous une rubrique spéciale un crédit destiné au paiement des frais de réception et de représentation de la Présidence. Un crédit de 5.000.000 fut approuvé à ce titre et figure au présent paragraphe III nouveau de l'article 2. L'important excédent provient du nombre limité de réceptions données en 1956.

ARTICLE 2, § IV. — Frais de réception et de représentation du Conseil de la République.

Crédit.....	3.110.000 fr.
Dépenses	3.104.212
Excédent	5.788 fr.

Il nous a semblé également nécessaire de grouper dans un article spécial les dépenses occasionnées par les réceptions données dans le cadre du Palais du Luxembourg par les groupes d'amitié ou éventuellement certaines subventions versées par

la Dotation à l'occasion de manifestations ou de voyages où nos collègues représentent en fait notre Assemblée. Ces dépenses étaient antérieurement imputées sur l'article 17 (dépenses diverses et imprévues) et ne ressortaient pas clairement dans les comptes définitifs de la Dotation. Seules sont prises en charge à ce titre les dépenses dont le principe a été approuvé en séance de questure.

ARTICLE 3, § I. — Indemnité de résidence.

Crédit	148.112.000 fr.
Dépenses	146.830.673
Excédent	<u>1.281.327 fr.</u>

Le montant de l'indemnité de résidence a été fixé par décret n° 1083 du 8 novembre 1954 à 25 % du montant du traitement budgétaire avec effet du 1^{er} janvier 1955

Les majorations du taux de l'indemnité parlementaire à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1956 ont entraîné une augmentation corrélative de cette indemnité, augmentation dont l'incidence était prévue dans les évaluations des crédits nécessaires pour 1956. Le reliquat de ce paragraphe provient des vacances provisoires signalées dans les commentaires de l'article 1^{er}.

ARTICLE 3, § I bis. — Indemnités diverses.

Crédit	158.520.000 fr.
Dépenses	157.425.762
Excédent	<u>1.094.238 fr.</u>

A ce paragraphe sont inscrits les crédits destinés d'une part au paiement de l'indemnité de secrétariat (300.000 francs par an) versée à MM. les Sénateurs depuis le 1^{er} avril 1953, d'autre part, au paiement de la contribution de la dotation aux frais de secrétariat des groupes politiques instituée à compter du 1^{er} juillet 1954 (15.108.000 francs en 1956), enfin de la prime hiérarchique instituée par le décret n° 54-1085 du 8 novembre 1954.

ARTICLE 3, § II. — Prestations familiales.

Crédit	49.650.000 fr.
Dépenses	49.612.080
Excédent	<u>37.920 fr.</u>

Le crédit initial de 40.200.000 francs (report du crédit de l'exercice 1955) a dû être porté à 49.650.000 francs pour permettre le paiement des prestations familiales et du supplément familial de traitement à nos collègues dans le courant de l'exercice 1956. Cette importante majoration provient des sommes versées au titre du

supplément familial de traitement qui a subi dans le courant de l'exercice 1956 deux majorations corrélatives de l'augmentation du taux de l'indemnité parlementaire. Par ailleurs il convient de souligner que le montant du supplément familial versé à nos collègues représentant des Territoires d'Outre-Mer est calculé sur les taux pratiqués dans ces territoires, taux qui nous sont communiqués avec de grands retards par les administrations locales, ce qui entraîne le versement d'importants rappels à certains sénateurs. C'est ainsi qu'en 1956 deux rappels de plus de 1.000.000 de francs furent mandatés.

ARTICLE 3, § III. — Frais de voyage et de mission.

A cet article figurent, répartis depuis 1951 en trois sous-sections, les crédits destinés au paiement des voyages auxquels nos collègues extra-métropolitains peuvent réglementairement prétendre, des missions et enquêtes décidées par le Conseil de la République et des missions des sous-commissions légales de notre Assemblée.

§ III a. — Frais de voyage.

Crédit	44.000.000 fr.
Dépenses	43.838.234
	<hr/>
Excédent	161.766 fr.
	<hr/>

En 1955, année au cours de laquelle a eu lieu le renouvellement de la série A du Conseil de la République, plus de 54.000.000 avaient été utilisés pour les voyages de nos collègues extra-métropolitains.

En 1956, la dépense a été largement inférieure à ce chiffre, ce qui nous a permis de ramener le crédit initialement prévu à ce paragraphe, de 48.000.000 à 44.000.000 de francs.

Cette différence s'explique, non seulement par l'absence d'élections au Conseil de la République pendant l'année 1956 mais également par les raisons suivantes :

- voyages non accomplis par certains de nos collègues
- voyages effectués en bateau alors que les évaluations budgétaires sont toujours établies sur la base des prix en avion
- non remboursement dans le courant de l'exercice 1956 de voyages effectués par nos collègues sur réquisitions auprès de l'administration de leur territoire et qui ne seront acquittées que dans le courant de 1957.

* * *

Nous croyons utile de signaler, sous ce paragraphe des frais de voyage, que des démarches faites auprès des entreprises de transport en vue de donner de nouvelles facilités à nos collègues, ont heureusement abouti en fin d'année.

Ces nouvelles facilités concernent la gratuité du supplément de couchette accordée par la S. N. C. F. sur le parcours de Paris au siège de la circonscription représentée et une réduction de 50 p. 100 accordée par la Compagnie Internationale des Wagons-lits sur les parcours en France.

En outre, conformément aux décisions prises par l'Assemblée Nationale en faveur des députés, nous avons jugé indispensable, en vue de faciliter à nos collègues l'exercice de leur mandat, de mettre à la charge de la dotation les suppléments de couchette non remboursés par la S. N. C. F., les suppléments de wagons-lits, pour un nombre de voyages limité à trente aller et retour par an de Paris à la circonscription représentée plus deux voyages sur tout autre parcours et les frais de voyages accomplis par avion dans la métropole sous les mêmes restrictions que ci-dessus.

Ces nouvelles dispositions mises en application le 1^{er} décembre ont eu peu de répercussion financière sur l'exercice 1956 (230.000 francs) mais il n'en sera pas de même au cours des exercices suivants où le supplément de dépenses sera de l'ordre de 10 millions de francs.

Ajoutons enfin que par décision du Bureau du Conseil de la République en date du 13 décembre 1956, le nombre des voyages remboursés à nos collègues domiciliés hors du territoire métropolitain, a été porté de six à huit pour la Corse et l'Afrique du Nord et de trois à quatre pour les autres départements ou territoires.

Cette nouvelle disposition prise en vue d'accorder aux sénateurs les mêmes facilités de voyages que celles accordées par l'Assemblée Nationale aux Députés, n'a pas eu de répercussion financière en 1956, mais au cours des exercices suivants, elle est susceptible d'augmenter de 33 p. 100 les dépenses actuelles de l'article 3, § IIIa.

§ III b. — Frais de mission et d'enquête.

Crédit	12.000.000 fr.
Dépenses	10.212.360
Excédent	<u>1.787.640 fr.</u>

Sur ce paragraphe sont imputés les frais de mission et le remboursement des frais de transport des Sénateurs chargés par notre Assemblée de pouvoirs de mission ou d'enquête ainsi que la participation du Conseil de la République aux dépenses de la délégation parlementaire de l'Assemblée consultative européenne.

Le nombre des missions à effectuer dans le courant de l'année ne pouvant être déterminé lors des évaluations budgétaires de façon suffisamment précise, le crédit initialement inscrit ne peut avoir qu'un caractère évaluatif. Les dépenses de ce paragraphe qui s'étaient élevées, au cours des exercices 1950, 1951, 1952, 1953, 1954 et 1955, respectivement à 3.668.000, 1.157.000, 3.350.000, 2.700.000, 5.632.000 et 4.256.000 francs ne correspondaient qu'accidentellement aux crédits prévus.

Le Bureau du Conseil de la République ayant estimé à plusieurs reprises que les crédits prévus à ce paragraphe étaient insuffisants pour donner aux Commissions tous les moyens d'enquête ou de mission qui leur sont nécessaires, nous avons porté le crédit inscrit à ce paragraphe de 4.500.000 francs en 1955 à 12.000.000 de francs en 1956.

Le montant des missions effectivement réglé dans le courant de l'exercice s'est élevé à 10.212.360 francs, ce qui justifie pleinement l'augmentation du crédit que nous avons proposée et qui a été ratifiée par le Conseil de la République.

* * *

Nous croyons utile d'indiquer, ci-dessous, la date de chaque mission, le lieu de l'enquête, la Commission qui l'a effectuée et la dépense budgétaire correspondante :

Mai 1948	A. E. F.	Commission de la France d'Outre-Mer..	9.500
Mai 1955	A. O. F., A. E. F., Togo, Cameroun....	Commission des affaires économiques...	126.000
Septembre 1955	Grande-Bretagne	Commission de l'agriculture	328.324
Octobre 1955	Strasbourg et Kehl	Commission interparlementaire des formalités de frontières	34.216
Décembre 1955	Société industrielle de tourbières à Baupte	Commission d'enquête	7.680
Septembre 1955 et janvier 1956	Vietnam et Madagascar	Commission de coordination des affaires d'Indochine	2.641.710
Février 1956	Exploitation des ardoisières de la région d'Angers	Commission de la production industrielle.	26.841
Mars 1956	Dakar	Commission de l'éducation nationale, de la France d'Outre-Mer et de la famille.	923.300
Mars-avril 1956	Etablissements hospitaliers de Guyane, Guadeloupe, Martinique	Commission de la famille.	852.300
Avril 1956	Afrique du Nord	Commission de la défense nationale.	428.752
Avril-mai 1956	A. O. F., A. E. F.	Commission des moyens de communication	222.884
Mai 1956	Côte des Somalis	Commission de la France d'Outre-Mer..	702.861
Mai 1956	Côte des Somalis	Commission des finances	234.287
Mai-juin 1956	Stuttgart	Commission des boissons	25.669
Juin 1956	Vallée du Rhône et Provence.	Commission de l'agriculture	35.840
Juin 1956	V ^e Conférence mondiale de l'énergie, Madrid	Commission de la production industrielle.	158.898
Juin-juillet 1956	Régions viticoles françaises.	Commission des boissons	31.360
Septembre 1956	Madagascar	Commission de la France d'Outre-Mer..	1.993.830
Septembre 1956	U. R. S. S.	Commission de la production industrielle.	1.134.500
Septembre 1956	Participation au Congrès international des sciences administratives de Madrid...	Commission de l'intérieur	39.200
Novembre 1956	Houillères du bassin de Lorraine	Commission de la production industrielle.	33.600
Novembre 1956	Cambodge.	Commission de coordination des affaires d'Indochine	73.380
Décembre 1956	Algérie	Commission de la défense nationale.	139.788
	Etude des problèmes concernant les déportés alsaciens-lorrains	Commission des pensions	7.640
			<u>10.212.360</u>

§ III c. — Frais de mission des sous-commissions légales.

Crédit	3.200.000 fr.
Dépenses	2.071.624
Excédent	<u>1.128.376 fr.</u>

Le crédit inscrit à ce poste est déterminé d'après les demandes présentées par les présidents des trois sous-commissions. Pour 1956, les demandes de crédits s'élevaient au total à 3.200.000 dont 700.000 francs pour la sous-commission de contrôle des entreprises nationalisées, 2.000.000 de francs pour la sous-commission de contrôle des crédits de défense nationale et 500.000 francs pour la sous-commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation, demandes conformes aux crédits fixés pour 1955 par la Commission de Comptabilité après abattements opérés sur les propositions émanant des présidents des sous-commissions.

**ARTICLE 3, § IV. — Indemnité des membres du Cabinet
et du Commandant militaire du Palais.**

Crédit	10.430.000 fr.
Dépenses	9.935.329
Excédent	<u>494.671 fr.</u>

Depuis le 1^{er} janvier 1955 le mode de rémunération des membres du Cabinet de M. le Président du Conseil de la République a été modifié conformément aux dispositions applicables aux membres des cabinets ministériels.

Sur le crédit initialement prévu, un abattement de 1.000.000 de francs a pu être opéré, le montant des indemnités pour séances supplémentaires versé aux membres du Cabinet ayant été inférieur aux prévisions.

B. — DÉPENSES DE PERSONNEL

Les traitements et indemnités du personnel ont été augmentés les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1956, compte tenu des dispositions du décret du 30 juin 1955, dans les mêmes conditions que pour les fonctionnaires de l'Etat.

Les évaluations budgétaires pour l'exercice 1956 tenaient compte de l'incidence de ces majorations, toutefois, les échelles de traitement n'ayant été publiées que bien après la fixation du montant de la dotation, un certain nombre de virements en plus ou en moins ont dû être effectués sur les différents paragraphes concernant ces dépenses.

ARTICLE 4, § I. — Traitements du personnel titulaire et stagiaire.

Crédit	321.400.000 fr.
Dépenses	321.385.066
Excédent	<u>14.934 fr.</u>

ARTICLE 4, § II. — Personnel hors cadre.

Crédit	1.750.000 fr.
Dépenses	1.749.355
Excédent	645 fr.

Les dépenses de ce paragraphe sont en augmentation par rapport à l'exercice précédent, mais elles ont pour contrepartie une diminution des dépenses du paragraphe précédent. Nous avons en effet décidé de recruter des concierges contractuels pour les différentes loges du Palais et de ses dépendances, en remplacement des agents titulaires qui les tenaient précédemment et que nous avons affectés à des emplois plus actifs.

ARTICLE 5, § I. — Indemnité de cherté de vie.

Crédit	Mémoire
Dépenses	Mémoire
Excédent	Mémoire

ARTICLE 5, § II. — Indemnité pour travaux supplémentaires.

Crédit	98.200.000 fr.
Dépenses	98.183.009
Excédent	16.991 fr.

L'indemnité pour travaux supplémentaires est destinée à rémunérer forfaitairement tous les travaux effectués par les fonctionnaires et agents du Conseil de la République en dehors des heures normales de service.

Le taux de cette indemnité étant fonction des traitements a varié au cours de l'année 1956 compte tenu des augmentations légales des rémunérations à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1956. Toutefois, les séances tardives ayant été de 75 en 1956 contre 81 en 1955, 74 en 1954, 68 en 1953, 83 en 1952 et 112 en 1951, il en est résulté un excédent substantiel de près de 3 millions de francs.

ARTICLE 5, § III. — Indemnité de logement.

Crédit	22.000.000 fr.
Dépenses	21.920.859
Excédent	79.141 fr.

ARTICLE 5, § IV. — Indemnité de chauffage.

Crédit	12.750.000 fr.
Dépenses	12.707.392
Excédent	<u>42.608 fr.</u>

ARTICLE 5, § V. — Prestations familiales.

Crédit	27.550.000 fr.
Dépenses	27.547.458
Excédent	<u>2.542 fr.</u>

ARTICLE 5, § VI. — Indemnité de résidence familiale.

Crédit	89.100.000 fr.
Dépenses	89.067.709
Excédent	<u>32.291 fr.</u>

ARTICLE 5, § VII. — Indemnités diverses.

Crédit	66.200.000 fr.
Dépenses	66.189.632
Excédent	<u>10.368 fr.</u>

C. — DÉPENSES DE MATÉRIEL

ARTICLE 6. — Mobilier et matériel.

Crédit	27.150.900 fr.
Dépenses	27.141.164
Excédent	<u>8.836 fr.</u>

Le crédit initialement prévu à cet article s'élevait à 34 millions de francs. Il a pu être ramené à 27.150.000 francs par suite du blocage du crédit qui avait été inscrit

à cet article en vue de l'installation des appartements officiels de l'immeuble en construction, 56, rue de Vaugirard (5 millions de francs).

Par ailleurs, certains travaux commencés en 1956 n'ont pu être achevés avant la fin de l'exercice et, en conséquence, n'ont fait l'objet d'aucun règlement.

En 1956, ce crédit a été principalement utilisé :

— au remplacement d'importantes surfaces de moquettes dans le Palais ou ses dépendances

— à la restauration de tapisseries, d'ensembles de sièges

— à l'achat de vingt machines à écrire

— à la remise en état de différentes pièces de mobilier.

Nous attirons spécialement votre attention sur la restauration qui a été effectuée en 1956, par un ébéniste spécialisé, de dix-huit chaises de style « Consulat », portant l'estampille : JACOB D — rue Meslée.

L'une des tapisseries « Cérès ou l'Été » dont la restauration est mentionnée parmi les travaux effectués en 1956, est l'une des 235 pièces de la célèbre tenture des « Portières des Dieux » qui ont été exécutées au XVIII^e siècle par la Manufacture des Gobelins (de même que la tapisserie « Jupiter ou le Feu » dont la remise en état a eu lieu en 1954).

Cette tapisserie de haute lisse, à fond d'or, a été tissée, en 1701, dans l'atelier de JANS et livrée au garde-meuble du Mobilier de la Couronne par ordre du 23 novembre 1701.

Avant d'être affectée au Palais du Luxembourg, elle se trouvait au Palais de l'Elysée.

Sa restauration complète aurait comporté le retissage de toutes les parties usées, mais une telle façon de procéder (d'ailleurs très onéreuse) lui aurait fait perdre sa valeur. C'est pourquoi, en accord avec l'Administrateur du Mobilier national, nous n'avons fait exécuter qu'une simple consolidation.

ARTICLE 7. — Fournitures de bureau.

Crédit	12.650.000 fr.
Dépenses	12.645.288
Excédent	<u>4.712 fr.</u>

Le dépassement de crédit de 1.150.000 francs sur cet article, provient notamment des augmentations de prix qui sont intervenues au cours de l'exercice 1956. Toutefois, l'amélioration de la qualité de certains articles d'une part et l'importance accrue des besoins d'autre part, ont également contribué à cet excédent de dépenses.

ARTICLE 8. — Habillement.

Crédit	7.250.000 fr.
Dépenses	7.202.189
Excédent	<u>47.811 fr.</u>

Les dépenses prévues pour cet article avaient été envisagées en tenant compte des hausses officiellement annoncées en matière d'habillement.

En fait, ces hausses n'étant intervenues qu'après la conclusion des marchés, leur incidence sur le montant des dépenses a été pratiquement nulle.

D'autre part la réorganisation intérieure de notre principal fournisseur nous a permis de bénéficier de tarifs particulièrement avantageux.

Ces différents facteurs ont permis de ramener le crédit initialement prévu de 8.200.000 francs à 7.250.000 francs.

ARTICLE 9. — Voitures.

Crédit	8.760.000 fr.
Dépenses	8.758.754
Excédent	1.246 fr.

Le crédit initialement prévu de 7.400.000 francs a dû être porté à 8.760.000 francs pour faire face aux différentes dépenses imputées sur cet article.

Cet excédent de dépenses provient principalement :

- 1° De l'achat non prévu d'une voiture Dauphine Renault
- 2° Du remplacement de quatre voitures de service alors que l'achat de trois voitures avait été prévu dans les évaluations initiales
- 3° De l'achat des vignettes fiscales pour l'ensemble des voitures
- 4° De l'augmentation du prix de l'essence.

L'utilisation de l'ensemble du crédit figurant à cet article s'établit comme suit :

- 1° Remplacement de quatre voitures Citroën par quatre voitures Frégate Affaires Renault (dépense : 1.582.980 francs)
- 2° Acquisition d'une Dauphine Renault en remplacement de la voiture de service affectée au service général (dépense : 519.600 francs)
- 3° Achat de 42.000 litres d'essence (dépense : 2.825.500 francs)
- 4° Achat de pneumatiques, d'huile, de pièces détachées, paiement des primes d'assurance (dépense : 3.011.948 francs).

A la suite des différents achats ou échanges effectués en 1956, la composition du parc auto s'établissait comme suit :

- 1 voiture Delahaye,
- 1 Simca Régence,
- 1 Citroën 15 CV,
- 5 Citroën 11 CV,
- 8 Renault Frégate,
- 1 Renault Dauphine,
- 1 Renault Juvaquatre,
- 1 Fourgonnette Citroën 2 CV,
- 1 Camionnette Citroën U 23,

- 1 Camion Renault,
- 2 motos B. S. A. — 500 cm³,
- 1 vélomoteur Jonghi — 125 cm³.

Comme chaque année, les mécaniciens du Conseil de la République ont assumé l'ensemble de l'entretien du parc automobile ainsi que les petites réparations.

ARTICLE 10. — Impressions.

Crédit	75.700.000 fr.
Dépenses	75.677.073
	<hr/>
Excédent	22.927 fr.
	<hr/> <hr/>

Le crédit initialement prévu à cet article (50.000.000 de francs) a dû être porté à 75.700.000 francs pour permettre le règlement de l'ensemble des dépenses d'impressions.

Cette majoration provient principalement de l'augmentation des dépenses d'impressions parlementaires proprement dites (rapports, projets de loi, résolutions, etc...) qui sont passées de 39.852.304 francs en 1955 à 60.864.965 francs en 1956. Cette augmentation provient d'une part des révisions contractuelles du marché d'impression intervenues à compter du 1^{er} octobre 1955 (majoration de 6,42 % se répercutant en année pleine en 1956), du 1^{er} janvier 1956 (rajustement de 3 %) et du 1^{er} octobre 1956 (7,73 %) et d'autre part de l'augmentation du volume des impressions dont le nombre est resté sensiblement égal à celui de 1955 (777 en 1955 — 770 en 1956). Il convient de signaler à cet égard que les budgets de l'Etat de 1956 et 1957 ont été votés dans le courant de 1956 (en août 1956, ajustement des crédits reportés de l'exercice 1955 et en novembre-décembre 1956 : budget de 1957) alors qu'en 1955 très peu de documents budgétaires avaient été imprimés par suite de la reconduction du budget à l'exercice suivant.

Nous vous présentons ci-dessous un tableau récapitulatif détaillé des dépenses de l'article 10 pour l'exercice 1956 :

Compte rendu analytique	6.311.343 fr.
Impressions parlementaires	60.864.965
Edition d'une plaquette commémorative « Le Conseil de la République 46-56 »	82.625
Relevé des votes des Sénateurs (1955-1956)	328.950
Brochure « In Memoriam »	369.702
Divers (imprimés, registres, cartes de séances, etc...)	4.134.353
Tables des débats	1.738.461
Honoraires de vérification des mémoires	630.545
Annales	1.874.097
	<hr/>
Total des dépenses	76.335.041 fr.
Recettes diverses : abonnements et vente de documents parlementaires	— 657.968
	<hr/>
Total	75.677.073 fr.
	<hr/> <hr/>

ARTICLE 11. — Bibliothèque et archives.

Crédit	4.050.000 fr.
Dépenses	4.041.722
Excédent	8.278 fr.

ARTICLE 12. — Achat de journaux et abonnements au " Journal Officiel ".

Crédit	4.050.000 fr.
Dépenses	4.036.741
Excédent	13.259 fr.

Compte tenu de la dépense effective de 1955, un crédit de 4.000.000 de francs avait été prévu à cet article pour le paiement de l'ensemble des abonnements au *Journal Officiel* destinés aux Sénateurs et aux services du Conseil de la République, abonnements dont le prix n'a pas varié en 1956.

Le léger dépassement observé est dû aux abonnements souscrits en cours d'année auprès de la Société générale de Presse pour un certain nombre de publications destinées aux dignitaires du Conseil de la République (Index quotidien de la Presse française, Documents et Informations parlementaires).

ARTICLE 13. — Travaux d'art. — Médailles et insignes.

Crédit	10.000 fr.
Dépenses	65
Excédent	9.935 fr.

Les dépenses de cet article ne sont importantes que tous les trois ans, à l'occasion des renouvellements partiels du Conseil de la République qui provoquent l'achat d'écharpes et insignes pour les nouveaux élus et généralement la frappe d'une nouvelle médaille d'identité. Un crédit de 1.000.000 de francs avait néanmoins été prévu pour faire face éventuellement aux premières dépenses résultant de l'exécution des bustes d'anciens sénateurs élus Présidents de la République, conformément à une décision du Bureau du Conseil de la République. Ces commandes n'ayant pas été passées en 1956 et aucune médaille ou insigne n'ayant été acheté aux frais du Conseil de la République, la dépense de cet article a été pratiquement nulle.

ARTICLE 14. — Service postal et téléphonique.

Crédit	27.100.000 fr.
Dépenses	27.093.678
Excédent	6.322 fr.

Sur les crédits de cet article sont imputées toutes les dépenses d'affranchissement du courrier parlementaire et des services d'aménagement et d'entretien des installations téléphoniques du Conseil de la République à Paris et à Versailles, des communications téléphoniques, des émoluments du personnel des P. T. T. détaché, enfin de location et de fonctionnement des appareils télescripteurs.

Un virement de crédit de 4.000.000 de francs a été opéré pour faire face aux dépenses supplémentaires de cet article, dépenses provenant exclusivement de la participation du Conseil de la République à la construction d'une ligne pneumatique reliant le Palais-Bourbon au *Journal Officiel*, participation égale au tiers des dépenses totales (7.000.000 de francs).

Ces dépenses se décomposent comme suit pour l'exercice 1956 :

— affranchissements parlementaires et administratifs (machine Havas)	8.846.979 fr.
— travaux : installation, entretien et location des lignes, réfection ligne pneumatique Conseil de la République-Assemblée Nationale, fournitures d'appareils et droits d'usage	7.654.212
— abonnements et communications téléphoniques	3.572.888
— traitements des dames téléphonistes et indemnités accordées au personnel détaché des P. T. T.	6.135.766
— Agence France-Presse (location des appareils de Printing, redevances)	1.091.821
— divers (achat de timbres, vignettes, etc...)	28.442
	<hr/>
Total des dépenses	27.330.108
— remboursement de communications téléphoniques.....	— 236.430
	<hr/>
Total de l'article 14	<u>27.093.678 fr.</u>

D. — DÉPENSES DIVERSES

ARTICLE 15. — Service médical et service social.

Crédit	45.700.000 fr.
Dépenses	45.688.182
	<hr/>
Excédent	<u>11.818 fr.</u>

Le crédit inscrit à cet article est destiné à faire face à toutes les dépenses occasionnées par l'entretien et le fonctionnement du service médical et social du Conseil de la République. Il supporte essentiellement : le paiement des contributions et subventions réglementaires aux Caisses de Sécurité sociale, le remboursement des frais occasionnés par les accidents du travail et les examens radiologiques faits sur la demande de l'administration, le service du capital-décès versé aux parlementaires

et aux membres du personnel, enfin le traitement et les indemnités alloués au médecin-chef et au médecin-adjoint.

Le crédit prévu a dû être majoré de 2.300.000 francs par suite notamment de l'augmentation de l'assiette des cotisations (passée à compter du 1^{er} avril 1956 de 480.000 à 528.000 francs pour les sénateurs en exercice, de 400.000 à 528.000 francs pour les anciens sénateurs et de 456.000 à 528.000 francs pour le personnel en activité et en retraite) ce qui a entraîné une augmentation corrélative de la part contributive versée par la Dotation. Une augmentation à compter de la même date, du taux des cotisations des anciens sénateurs (porté de 1,50 % à 2,50 %) et du personnel retraité (porté de 1,75 % à 2,50 %) a provoqué également une majoration des sommes versées aux caisses de Sécurité Sociale par la Dotation.

Nous vous présentons ci-dessous le détail des dépenses imputées sur cet article :

— part contributive du Conseil de la République aux Caisses de Sécurité sociale	37.166.472 fr.
— capital-décès (4 Sénateurs, 1 épouse de Sénateur, 1 enfant de Sénateur, 1 épouse du personnel)	3.475.313
— traitements et indemnités du médecin-chef, du médecin-adjoint et de divers accrédités	4.383.316
— examens radiologiques.....	260.560
— accidents du travail	29.457
— achats de produits pharmaceutiques et de matériel pour le cabinet médical	373.064
Total de l'article 15.....	<u>45.688.182 fr.</u>

ARTICLE 16. — Aide au logement.

Crédit	<u>102.000.000 fr.</u>
Dépenses	<u>102.000.000 fr.</u>

A cet article sont inscrits depuis 1953 les crédits nécessaires au paiement des prêts consentis aux Sénateurs ou aux membres du personnel. Nous vous rappelons en effet que plusieurs arrêtés du Bureau ont institué sur notre proposition des prêts destinés à permettre à nos collègues d'acquies un logement à Paris ou dans la région parisienne et par ailleurs des prêts pour achat d'automobiles. Le personnel de son côté peut bénéficier de prêts d'aide au logement. Le financement de ces mesures devait être assuré par le versement à des comptes spéciaux d'une partie des excédents budgétaires et des crédits inscrits à ce titre à la dotation. Nous vous avons précisé à ce sujet que les crédits à engager les premières années seraient relativement élevés, le nombre des emprunteurs étant très important et les remboursements peu élevés.

En 1955 le crédit prévu de 120.000.000 de francs avait pu être ramené à 70 millions de francs par suite de la situation positive des comptes d'aide au logement. En 1956, le crédit prévu de 102.000.000 de francs a été intégralement versé à ces comptes largement excédentaires d'ailleurs, cependant comme tout crédit à ce titre a été supprimé dans la dotation de 1957, nous avons estimé nécessaire de maintenir une certaine marge de crédits pour couvrir les demandes de prêts à venir.

ARTICLE 17. — Dépenses diverses et imprévues.

Crédit	14.575.788 fr.
Dépenses	14.539.032
	<hr/>
Excédent	36.756 fr.
	<hr/> <hr/>

Cet article supporte, d'une part les dépenses courantes qui, par leur diversité, ne peuvent être imputées sur aucun des autres articles de la nomenclature budgétaire, d'autre part les dépenses qui, par leur nature même, sont imprévisibles et varient d'une année à l'autre dans de fortes proportions. Une somme excédentaire de 14.880.000 francs a pu être prélevée sur cet article et virée au profit d'articles définitives.

E. — DÉPENSES DE BATIMENT

ARTICLE 18, § I. — Entretien des bâtiments.

Crédit	56.050.000 fr.
Dépenses	56.033.345
	<hr/>
Excédent	16.655 fr.
	<hr/> <hr/>

Ce paragraphe supporte toutes les dépenses d'entretien courant, de travaux de sécurité et de grosses réparations se rapportant aux immeubles dont le Conseil de la République est affectataire à Paris et à Versailles.

Un virement de 350.000 francs a dû être effectué à ce paragraphe pour permettre le payement de l'ensemble des dépenses qui y sont normalement imputées.

ARTICLE 18, § II. — Exploitation des bâtiments.

Crédit	43.350.000 fr.
Dépenses	43.321.677
	<hr/>
Excédent	28.323 fr.
	<hr/> <hr/>

Ce paragraphe supporte les frais ordinaires d'exploitation des bâtiments représentés principalement par les dépenses de chauffage et d'éclairage et la fourniture d'eau, de gaz, d'électricité et d'air comprimé.

ARTICLE 18, § III. — Travaux neufs.

Crédit	127.000.000 fr.
Dépenses	108.991.547
	<hr/>
Excédent	18.008.453 fr.
	<hr/> <hr/>

Dans les crédits inscrits initialement à ce paragraphe (127.000.000 fr.) figurait une somme de 95.000.000 de francs destinée aux travaux de construction de l'immeuble 56, rue de Vaugirard. Ce crédit a été intégralement versé au compte spécial de construction qui retrace en un seul document l'ensemble des opérations financières intéressant cette construction (voir p. 62).

L'excédent de 18.008.453 francs provient de la non-exécution en 1956 de certains travaux dont le principe avait été approuvé fin 1955.

* * *

Nous vous prions de trouver ci-dessous un tableau récapitulatif sommaire des principaux travaux exécutés dans le Palais du Luxembourg et ses dépendances pendant l'exercice 1956.

I. — *Travaux de modernisation et d'équipement.*

Palais du Luxembourg :

Continuation de la réfection complète et de la modernisation de l'installation électrique « Lumière » et « Force » : douze tranches ont été réalisées, dont quatre de 1936 à 1939, huit de 1948 à 1955.

Dans le cadre du programme général de l'année 1956 : réfection de la colonne montante du pavillon Nord-Est, très ancienne et ne correspondant plus aux règlements en vigueur.

Petit Luxembourg :

Exécution de la première partie de la réfection totale de la cuisine du restaurant (toutes installations frigorifiques, fourneaux, ventilation, etc...).

Jardin du Luxembourg :

Exécution de la 8^e tranche du programme d'amélioration de l'écoulement des eaux de ruissellement du Jardin du Luxembourg : commencement de réalisation des travaux sur la Terrasse Est, par la partie Nord, tronçons A et D.

Transformation de la serre à multiplication ne donnant plus satisfaction au conservateur du jardin : remplacement des tablettes à ossature métallique, des canalisations de chauffage très anciennes, réfection de la peinture de la charpente métallique, révision de la serrurerie et des claies d'ombrage.

Fourniture et pose d'une clôture grillagée autour de l'enclos de réserve à feuilles y compris peinture.

Construction de réserves à terre avec tous travaux de maçonnerie, charpente et couverture en conséquence.

II. — *Construction de l'immeuble 56, rue de Vaugirard.*

Exécution de tout le gros œuvre sur deux sous-sols, rez-de-chaussée et six étages formant ensemble une surface de planchers de 8.000 m² : terminaison de toutes les distributions intérieures, des menuiseries extérieures, des installations de plomberie, de chauffage, d'électricité, vide-ordures dans les étages, ascenseurs, monte-charge, téléphone, chauffage urbain, réfection des trottoirs en bordure du bâtiment sur rue de Vaugirard et des abords le long de l'Allée du Séminaire. Commencement de la peinture.

III. — *Travaux de gros entretien.*

Palais du Luxembourg :

Exécution, suivant un programme établi par tranches annuelles, des assainissements des parties inférieures des façades du Palais du Luxembourg et ses dépendances, par application des « procédés Knapen » (siphons en poterie ventilant l'intérieur des maçonneries et empêchant la montée de l'humidité).

Remise en état des bordures du passage d'entrée de la Cour d'honneur.

Fourniture et pose de six croisées sur la façade Sud au premier étage de la Bibliothèque (salle n° 108).

Installation d'un casier à fiches dans la Salle des Conférences, muni d'un éclairage dissimulé s'adaptant à l'harmonie générale de la salle.

Installation de casiers métalliques identiques à ceux mis en place en 1954 au service des procès-verbaux et de la distribution.

Réalisation de la 3^e tranche de la révision complète des installations de chauffage central comprenant : remplacement de vannes d'arrêt sur les chaudières n^{os} 1, 3, 5 et 6, de canalisations principales de retour d'eau en sous-sol. Transformation de dix-sept batteries de chauffe. Pose de cent vingt plaques émaillées précisant leur rôle et les pièces desservies.

Réalisation de la retransmission des séances du Conseil de la République dans le bureau du général, commandant militaire.

Adjonction de deux positions d'opérateurs en liaison à l'ensemble des cinquante nouvelles lignes de postes au multiple téléphonique avec fourniture et raccordement de deux commutateurs manuels à batterie centrale.

Pour exécution des travaux de réfection de couverture : remaniements de canalisations, remplacement et consolidation de pièces de charpente apparues nécessaires, après sondages et mise en place d'échafaudages tubulaires par entreprise spécialisée.

Après exécution des travaux de réfection de la cheminée des chaudières n^{os} 5 et 6 réalisés sur l'exercice 1955 : réfection de noue formant chéneau encaissé entre le Pavillon Ouest B et le Pavillon intermédiaire Ouest.

Réfection de la couverture en ardoise en très mauvais état du petit appentis en contrebas sur la face Nord de la Salle des Séances, compris découverte et toutes déposes accessoires.

Après exécution des travaux d'entretien de certains corps d'état, notamment menuiserie et serrurerie : façon de tous raccords de peinture reconnus nécessaires.

Remise en état de propreté de certains locaux (douches des agents, bureaux, lingerie, groupe sanitaire du poste militaire).

Bâtiment de jonction :

Service du matériel : fourniture et pose d'un casier.

A l'entresol : aménagement d'un plancher à l'anglaise sur traverses sapin surélevé devant les croisées côté cour pour permettre le rangement des chaises.

Petit Luxembourg :

Escalier de Boffrand donnant accès aux salons de réception de la Présidence : réfection des peintures encadrant la coupole, des corniches et voussures, des parties haute et basse des murs et boiseries.

Réfection des peintures des plafonds, murs et boiseries de l'office du restaurant.

Au 1^{er} étage, réfection des peintures des plafonds de trois salons de réception (des huissiers, des tapisseries, du Grand Salon).

Petit Luxembourg :

Réfection de la noue en plomb formant chéneau au-dessus de la partie centrale entre Cour d'Honneur et Jardin d'Hiver, avec rampants en zing au-dessus.

Réfection du chéneau du comble au-dessus de l'escalier adossé au logement du chauffeur, angle nord-ouest avec réfection de la couverture.

Réfection du chéneau au-dessus de la salle n° 16 et des fers de vitrage en très mauvais état, compris tous travaux de serrurerie, couverture et peinture qui en sont la conséquence.

Installation de douches au rez-de-chaussée.

Ravalement de la façade ouest et des courettes intérieures avec, au préalable, tous travaux de révision des menuiseries et serrureries extérieures.

36, rue de Vaugirard :

Réfection du chéneau du bâtiment Nord sur cour, côté mur mitoyen de la propriété n° 10, rue Garancière.

19, rue de Vaugirard :

Nettoyage des vitres du plafond vitré et réfection de la peinture anti-solaire du vitrage sur combles, pour éviter des détériorations aux reliures et ouvrages de valeur entreposés dans l'annexe de la Bibliothèque.

64, boulevard Saint-Michel :

Création d'une ventilation, haute et basse, pour améliorer l'exploitation du chauffage urbain et combattre le bruit anormal des pompes de refoulement, particulièrement gênant pour les affectataires d'appartements les plus rapprochés.

Réfection des marches de l'escalier conduisant au Carré fleuriste.

Installation d'un poste d'incendie dans l'ancienne orangerie, raccordé sur la canalisation d'incendie existante, possédant la pression réglementaire pour permettre une intervention rapide et efficace en cas d'accident dans ce local dont la charpente est entièrement en bois, ainsi que les poteaux qui la supportent et où sont garées trente-deux voitures automobiles et un camion.

Jardin du Luxembourg :

Remise en état partielle des pistes du jardin situées sur les terrasses Est et Ouest, et de celle reliant le jardin de la Présidence au jardin public, au droit de la façade Est de l'Orangerie.

Réfection du perron de « La Liberté » de la terrasse Ouest.

Remise en état des installations immobilières : mur-bahut, grille de clôture, compris travaux de maçonnerie, serrurerie et peinture.

Remise en état du mur de séparation entre le jardin du Questeur et le Carré fleuriste, ainsi que de l'armature métallique supportant le lierre.

Remplacement des grillages des escaliers conduisant à la partie « à la française » du jardin.

Fourniture et pose, par mesure de sécurité, de panneaux grillagés (cinquante et un sur la partie Sud et cent deux sur la partie Est) y compris tous travaux accéssoires sur grillettes entre jardin et façades Sud et Est du Palais.

Façon d'une grillette basse longeant l'allée Eugène-Delacroix : fourniture et pose d'une lisse en fer.

Pour terminer les travaux commencés en 1950 et continués en 1955 : fourniture de soixante-dix dessus de bancs en chêne et de quinze dossiers, y compris peinture.

IV. — *Travaux d'entretien courant.*

Dans l'ensemble des bâtiments (Paris et Versailles) et Jardin du Luxembourg, pour tous corps d'état : exécution de tous travaux de sécurité, plus particulièrement, remise en état de propreté (peinture et travaux préalables) de 7 appartements.

F. — DÉPENSES DU JARDIN DU LUXEMBOURG

ARTICLE 19, § I. — Personnel.

Crédit	79.200.000 fr.
Dépenses	79.184.811
Excédent	<u>15.189 fr.</u>

Le crédit voté de 76.500.000 francs a dû faire l'objet d'un virement en augmentation de 2.700.000 francs pour couvrir la dépense entraînée par l'augmentation des rémunérations du personnel à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1956.

ARTICLE 19, § II. — Matériel et fournitures.

Crédit	26.300.000 fr.
Dépenses	26.250.496
Excédent	<u>49.504 fr.</u>

G. — CAISSE DES RETRAITES DU PERSONNEL

ARTICLE 20, § I. — Pensions à la charge de la Dotation.

Crédit	1.750.000 fr.
Dépenses	1.729.496
Excédent	<u>20.504 fr.</u>

Ce paragraphe couvre le paiement des pensions à la charge de la Dotation en application des statuts de la Caisse des Retraites ; il s'agit en particulier des pensions temporaires d'orphelins mineurs, des pensions de veuves de guerre, des pensions d'invalidité et des pensions exceptionnelles résultant de l'application de lois ou de

dispositions intérieures apportant des dérogations aux conditions normales requises par le règlement de la Caisse des Retraites pour la constitution du droit à pension.

Le crédit initial de 3.000.000 de francs a pu être ramené à 1.750.000 francs par suite de l'extinction de certaines pensions ou de l'imputation de pensions sur le compte de la Caisse des Retraites.

ARTICLE 20, § II. — Contribution égale aux retenues subies par le personnel.

Crédit	24.900.000 fr.
Dépenses	24.851.675
Excédent	<u>48.325 fr.</u>

Ce paragraphe supporte la contribution de la dotation aux retenues effectuées sur les traitements du personnel (6 %). Le crédit initial avait été évalué compte tenu de la répercussion des augmentations de traitement réglementaires qui n'ayant pas atteint les chiffres prévus, ont permis de ramener le crédit prévu de 26.100.000 francs à 24.900.000 francs.

ARTICLE 20, § III. — Subvention à la Caisse des Retraites.

Crédit	<u>21.700.000 fr.</u>
Dépenses	<u>21.700.000 fr.</u>

Cette subvention a été décidée en 1929 et introduite dans le Règlement de la Caisse des Retraites, dans le but de compenser les charges supplémentaires supportées par la caisse dans le service des pensions basées sur le dernier barème de traitements en vigueur alors que les retenues subies par le personnel étaient assises sur des traitements moins élevés.

Elle est calculée chaque année selon une formule mathématique et s'est élevée pour 1956 à 21.700.000 francs.

ARTICLE 20, § IV. — Application aux retraités des lois de l'Etat.

Crédit	128.650.000 fr.
Dépenses	128.632.888
Excédent	<u>17.112 fr.</u>

Ce paragraphe supporte les dépenses résultant du versement aux pensionnés, de bonifications et suppléments à caractère social, dans les conditions prévues, soit par le règlement de la Caisse des Retraites du personnel, soit par des textes législatifs concernant les retraités de l'Etat. Il s'agit notamment de la bonification d'âge et de service aux femmes fonctionnaires et aux anciens combattants, des majorations

pour service militaire obligatoire et pour campagnes de guerre, des majorations pour enfants, des prestations familiales, des indemnités spéciales de cherté de vie, et surtout de la péréquation des pensions liquidées sur la base des règlements antérieurs.

La répercussion sur le montant des pensions de l'augmentation des traitements à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1956 n'avait pu être calculée avec exactitude et l'extinction de nombreuses pensions ont permis une économie substantielle de 5.350.000 francs sur le crédit initialement prévu.

H. — CAISSE DES RETRAITES DES ANCIENS SÉNATEURS

ARTICLE 21, § I. — Subvention à la Caisse des Retraites des anciens membres du Conseil de la République.

Crédit	<u>116.032.000 fr.</u>
Dépenses	<u>116.032.000 fr.</u>

Le règlement de la Caisse des Retraites des anciens membres du Conseil de la République, définitivement adopté par arrêté du Bureau en date du 24 mars 1950, prévoyait dans son article 2 (4^o) le versement par la Dotation d'une subvention égale à 15 % du crédit inscrit à l'article premier (indemnité parlementaire). Cette subvention a été portée à 18 % par arrêté du Bureau du Conseil de la République en date du 30 janvier 1953 puis à 20 % par arrêté du Bureau du 16 mars 1955. La somme versée à ce titre à la Caisse des Retraites en 1956 correspond donc à 20 % du crédit de l'article 1^{er} de la Dotation.

ARTICLE 21, § II. — Equilibre financier de la Caisse des Retraites des anciens membres du Sénat.

Crédit	149.000.000 fr.
Dépenses	<u>148.990.044</u>
Excédent	<u>9.956 fr.</u>

Les crédits prévus à cet article ont pour objet d'assurer, en application de la loi validée du 3 octobre 1941, le paiement des pensions des anciens membres du Sénat (108 pensions directes et 199 pensions de réversion au 31 décembre 1956). Ces crédits sont réduits de la contribution forfaitaire de 1.200.000 francs versée par la section « Anciens membres du Conseil de la République » à la section « Anciens membres du Sénat » de la Caisse des Retraites des anciens Sénateurs, et représentant les revenus annuels du portefeuille de l'ancienne Caisse des Retraites du Sénat.

Ces pensions ont été péréquées à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1956, compte tenu des dispositions légales concernant les traitements appliquées au mon-

tant de l'indemnité parlementaire. Compte tenu des décès de pensionnés (1), de l'extinction d'une pension d'enfant mineur (2), intervenus en cours d'exercice et des liquidations de pensions nouvelles (3), le crédit initialement prévu à ce titre a pu être diminué de 3.000.000 de francs.

I. — VERSEMENT FORFAITAIRE AU TRÉSOR PUBLIC

ARTICLE 22. — Versement forfaitaire au titre de la taxe proportionnelle.

Crédit	59.150.000 fr.
Dépenses	59.134.535
	<hr/>
Excédent	15.465 fr.
	<hr/>

Dans le but de simplifier la présentation de la dotation, nous avons décidé de grouper sous une seule rubrique les dépenses à la charge de notre Assemblée au titre du paiement au Trésor public de la taxe proportionnelle sur les dépenses parlementaires, les dépenses de personnel et les pensions versées par les Caisses des Retraites. Jusqu'en 1955, en effet, ces dépenses étaient imputées sur quatre paragraphes dudit article 22 sans aucun avantage particulier étant donné le caractère forfaitaire et obligatoire de ce versement.

Compte tenu de différentes augmentations qui ont affecté dans le courant de 1956 tant l'indemnité parlementaire que les traitements du personnel et les pensions, le crédit initial inscrit à cet article a dû être augmenté de 1.150.000 francs.

* * *

Conformément à l'article 5 du Règlement de Comptabilité, l'affectation du solde disponible sera déterminée par résolution du Conseil de la République, sur le rapport de votre Commission de comptabilité. Nous vous proposons d'entériner la répartition provisoire de ce solde que nous avons arrêté ainsi qu'il suit :

(1) Anciens membres du Sénat : MM. Charles Meunier, Leblanc, Viellard, Mallarmé, Queinnec, Alhéritière, P. Michel, Dumesnil, Harent, d'Harcourt, Brasseur, Ostermann, Gilbert, L. Robert, Betoulle, Godart.

Veuves d'anciens membres du Sénat : M^{mes} Veuves Héry, Léguet, Rabier, Bepmale, Thibaut, Le Trocquer, Viellard, Stuhl.

(2) Extinction d'une pension d'enfant mineur : M^{lle} Mathieu-Vincent.

(3) Ancien membre du Sénat : M. J. Bardoux.

Veuves d'anciens membres du Sénat : M^{mes} Veuves Viellard, Mallarmé, Harent, Alhéritière, P. Michel, Queinnec, Ostermann, Gilbert, Robert.

Versement au compte spécial de construction.....	35.000.000 fr.
Report à l'exercice 1957	<u>83.000.000 fr.</u>
Versement, conformément à la tradition, du solde à la Caisse des Retraites du Personnel.....	<u>765.378 fr.</u>

Le tableau ci-joint fait ressortir, pour chaque article de la Dotation, le montant des crédits primitifs, des virements de crédits ordonnés en cours d'exercice et des dépenses ordonnancées et payées avant la clôture dudit exercice.

Les Questeurs :

Robert GRAVIER,
Gérard MINVIELLE
Paul BARATGIN.

TABLEAU RÉSUMÉ
DES RECETTES ET DES DÉPENSES
DE LA DOTATION
DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE
POUR L'EXERCICE 1956

Résumé des recettes et des dépenses de la Dota

ART.	DÉSIGNATION DES SERVICES	CRÉDIT VOTÉS (Résolution du 16 février 1931)
	<i>Dépenses parlementaires :</i>	
1	Indemnité des Sénateurs	580.160.0
2	Indemnités de fonction et de représentation. {	
	I. Indemnité du Président	4.078.2
	II. Indemnité des membres du Bureau	5.710.2
	III. Frais de réception et de représentation de la Présidence	5.000.0
	IV. Frais de réception et de représentation du Conseil de la République	3.000.0
3	Indemnités diverses... {	
	I. Indemnité de résidence	148.112.0
	I bis. — Indemnités diverses	158.520.0
	II. Prestations familiales	40.280.0
	III. a) Frais de voyage	48.000.0
	b) Frais de mission et d'enquête	12.000.0
	c) Frais de mission des Sous-Commissions légales	3.200.0
	IV. Indemnité des membres du Cabinet et du commandant militaire du Palais	11.430.0
	<i>Dépenses de personnel :</i>	
4	Traitements et salaires {	
	I. Titulaire et stagiaire	325.600.0
	II. Hors cadre	1.700.0
5	Indemnités	
	I. Cherté de vie	Mémoire
	II. Travaux supplémentaires	101.000.0
	III. Logement	22.800.0
	IV. Chauffage	11.500.0
	V. Prestations familiales	27.500.0
	VI. Résidence familiale	85.500.0
	VII. Diverses	64.000.0
	<i>Dépenses de matériel :</i>	
6	Mobilier et matériel	34.000.0
7	Fournitures de bureau	11.500.0
8	Habillement	8.200.0
9	Voitures	7.400.0
10	Impressions	50.000.0
11	Bibliothèque et archives	4.000.0
12	Achat de journaux et abonnements au <i>Journal officiel</i>	4.000.0
13	Travaux d'art. — Médailles et insignes	1.000.0
14	Service postal et téléphonique	23.100.0
	A reporter	1.802.212.2

Conseil de la République pour l'exercice 1956.

VIREMENTS		CRÉDITS DÉFINITIFS après virements	DÉPENSES	EXCÉDENTS DE CRÉDITS	OBSERVATIONS
PLUS	EN MOINS				
2	3	4	5	6	7
		580.160.000	575.301.338	4.858.662	
	»	4.079.250	4.079.250	»	
	»	5.710.962	5.684.972	25.990	
	»	5.000.000	1.711.906	3.288.094	
110.000	»	3.110.000	3.104.212	5.788	
	»	148.112.000	146.830.673	1.281.327	
	»	158.520.000	157.425.762	1.094.238	
9.450.000	»	49.650.000	49.612.080	37.920	
	4.000.000	44.000.000	43.838.234	161.766	
	»	12.000.000	10.212.360	1.787.640	
	»	3.200.000	2.071.624	1.128.376	
	1.000.000	10.430.000	9.935.329	494.671	
	4.200.000	321.400.000	321.385.066	14.934	
50.000	»	1.750.000	1.749.355	645	
	»	Mémoire.	»	»	
	2.800.000	98.200.000	98.188.009	16.991	
	800.000	22.000.000	21.920.859	79.141	
1.250.000	»	12.750.000	12.707.392	42.608	
50.000	»	27.550.000	27.547.458	2.542	
3.600.000	»	89.100.000	89.067.709	32.291	
2.200.000	»	66.200.000	66.189.632	10.368	
	6.850.000	27.150.000	27.141.164	8.836	
1.150.000	»	12.650.000	12.645.288	4.712	
	950.000	7.250.000	7.202.189	47.811	
1.360.000	»	8.760.000	8.758.754	1.246	
5.700.000	»	75.700.000	75.677.073	22.927	
50.000	»	4.050.000	4.041.722	8.278	
50.000	»	4.050.000	4.036.741	13.259	
	990.000	10.000	65	9.935	
4.000.000	»	27.100.000	27.093.678	6.322	
19.020.000	21.590.000	1.829.642.212	1.815.154.894	14.487.318	

ART.	DÉSIGNATION DES SERVICES	CRÉDIT voté (Révisé du 16 février)	
	Reports	1.802.210	
	<i>Dépenses diverses :</i>		
15	Service médical et service social	49.400	
16	Aide au logement.....	102.000	
17	Dépenses diverses.....	29.450	
	<i>Dépenses de bâtiment :</i>		
18	Bâtiments	I. Entretien	55.700
		II. Exploitation	42.800
		III. Travaux neufs.....	128.300
	<i>Dépenses du Jardin du Luxembourg :</i>		
19	Jardin du Luxembourg {	I. Personnel de jardinage et de surveillance.....	76.500
		II. Matériel, fournitures et travaux	33.800
	<i>Caisse des retraites du personnel :</i>		
20	Caisse des retraites du personnel.....	I. Pensions à la charge de la Dotation	3.000
		II. Contribution égale aux retenues subies par le personnel	26.100
		III. Subvention à la Caisse des retraites	21.700
		IV. Application aux retraités des lois de l'Etat.....	134.000
	<i>Caisse des retraites parlementaires :</i>		
21	I. Subvention à la Caisse des retraites des anciens Sénateurs.....	116.000	
	II. Equilibre financier de la Caisse des retraites des anciens membres du Sénat.....	152.000	
	<i>Versement forfaitaire au Trésor Public :</i>		
22	Versement au titre de la taxe proportionnelle	58.000	
	Totaux.....	2.825.000	
	Report solde Dotation 1955 (article 2 de la résolution du Conseil de la République du 2 août 1956.)	86.000	
	Totaux généraux	2.911.000	

VIREMENTS		CRÉDITS DÉFINITIFS après virements	DÉPENSES	EXCÉDENTS DE CRÉDITS	OBSERVATIONS
PLUS	EN MOINS				
1	3	4	5	6	7
020.000	21.590.000	1.829.642.212	1.815.154.894	14.487.318	
300.000	»	45.700.000	45.688.182	11.818	
»	»	102.000.000	102.000.000	»	
»	14.880.000	14.575.788	14.539.032	36.756	
350.000	»	56.050.000	56.033.345	16.655	
550.000	»	43.350.000	43.321.677	28.323	
»	1.300.000	127.000.000	108.991.547	18.008.453	
700.000	»	79.200.000	79.184.811	15.189	
»	7.500.000	26.300.000	26.250.496	49.504	
»	1.250.000	1.750.000	1.729.496	20.504	
»	1.200.000	24.900.000	24.851.675	48.325	
»	»	21.700.000	21.700.000	»	
»	5.350.000	128.650.000	128.632.888	17.112	
»	»	116.032.000	116.032.000	»	
»	3.000.000	149.000.000	148.990.044	9.956	
1.150.000	»	59.150.000	59.134.535	15.465	
3.070.000	56.070.000	2.825.000.000	2.792.234.622	32.765.378	
»	»	86.000.000	»	86.000.000	
3.070.000	56.070.000	2.911.000.000	2.792.234.622	118.765.378	

ANNEXE II

Budgets annexes.

Aux termes de l'article 5 du Règlement de comptabilité, le Conseil de la République arrête définitivement, en fin d'année, les budgets annexes alimentés par des retenues sur l'indemnité parlementaire ou sur les appointements du personnel, et statue sur l'emploi ou l'imputation à donner à l'excédent de recettes ou de dépenses. Il est procédé à cette opération dans les mêmes formes que pour le règlement des comptes de la Dotation, sur le rapport de votre Commission de comptabilité.

Les budgets annexes comprennent :

- A. — Le compte de l'abonnement aux chemins de fer.
- B. — Les comptes des caisses de retraites.
- C. — Les comptes des caisses de Sécurité sociale.
- D. — Les comptes des buvettes.

A. — COMPTE DE L'ABONNEMENT AUX CHEMINS DE FER (Exercice 1956)

Aux termes de la convention du 22 mai 1948 entre le Conseil de la République et la S. N. C. F., les cartes de circulation donnent lieu au paiement d'un abonnement annuel dont le montant est révisable selon les variations des tarifs voyageurs et du nombre des cartes délivrées.

Par application de l'article 13 du règlement de comptabilité, la retenue effectuée mensuellement sur l'indemnité parlementaire des sénateurs titulaires d'un abonnement S. N. C. F. s'est élevée en 1956 à 2.031 francs pour la période du 1^{er} janvier au 3 juin 1956.

A compter de cette date le tarif de l'abonnement a été ramené à 1.760 francs par mois par suite de la réforme des classes des voitures S. N. C. F. (suppression des 3^e classes et aménagement des tarifs des 1^{res} et secondes classes).

Pour la même raison, le prix de l'abonnement à une carte demi-tarif dont peuvent bénéficier les conjoints de parlementaires a été ramené à compter de la même date de 259 francs par mois à 220 francs.

Le compte de l'abonnement aux chemins de fer se solde pour l'exercice 1956 de la façon suivante :

Recettes :

Retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire :..... 7.870.628 fr.

Dépenses :

Sommes versées à la S. N. C. F..... 7.870.628 fr

Solde Néant.

Nous vous demandons de bien vouloir proposer au Conseil de la République d'arrêter définitivement ce compte dans les mêmes conditions.

Les Questeurs :

Paul BARATGIN.
Gérard MINVIELLE,
Robert GRAVIER,

B. — COMPTES DES CAISSES DE RETRAITES
(Exercice 1956)

I. — Compte de la Caisse des Retraites des anciens Sénateurs.

Nous vous avons exposé dans le compte administratif de l'exercice 1955 les motifs qui avaient provoqué un accroissement important des recettes et des dépenses de la Caisse des Retraites parlementaires : il s'agissait principalement, d'une part, de l'inclusion de l'indemnité de résidence dans les émoluments soumis à retenue pour pension et, d'autre part, de l'augmentation du taux de la subvention versée par la dotation à la Caisse des Retraites en compensation des nouvelles charges résultant pour la Caisse de cette mesure.

Dans le courant de 1956, les deux augmentations de l'indemnité parlementaire à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet ont entraîné une majoration du montant des cotisations et également du montant des pensions payées.

Par ailleurs, vingt et une pensions nouvelles ont été liquidées au profit d'anciens membres de notre Assemblée ayant achevé leurs versements. Compte tenu de l'incidence en année pleine des quarante-deux pensions nouvelles liquidées en 1955, le total des pensions payées par la Caisse en 1956 à d'anciens membres du Conseil de la République est passé de 20.887.000 francs en 1955 à 41.400.000 francs en 1956.

A noter également l'augmentation du poste des avances consenties par la Caisse au titre de l'aide au logement qui passe de 11.300.000 francs en 1955 à plus de 22.000.000 en 1956 par suite du nombre accru de prêts avec intérêts consentis à nos collègues. Corrélativement, le montant des remboursements est en net accroissement (de 7.800.000 francs à 12.800.000 francs) ainsi que le montant des intérêts perçus par la Caisse à ce titre.

Caisse des Retraites des anciens Sénateurs (Exercice 1956).

DÉSIGNATION	SECTION Conseil de la République	SECTION Sénat
RECETTES		
Solde du compte de la Caisse des retraites (Exercice 1955 (1)).....	8.380	,
Solde de l'article 1 ^{er} de la Dotation de l'exercice 1955 (2).....	2.299.021	,
Cotisations normales	43.329.620	,
Cotisations supplémentaires	12.470.254	,
Cotisations complémentaires.....	1.824.954	,
Coupons encaissés en 1956.....	51.598.835	,
Remboursement de titres amortis	21.543.679	,
Contribution à la section « anciens membres du Sénat ».	,	1.200.000
Avances remboursées au titre de l'aide au logement ...	12.801.813	,
Intérêts des avances consenties au titre de l'aide au logement.....	2.754.387	,
Subvention à la Caisse des retraites des anciens membres du Conseil de la République (article 21 § I de la Dotation de l'exercice 1956).....	116.032.000	,
Péréquation des pensions et équilibre financier de la Caisse des Retraites (art. 21 § II de la Dotation de l'exercice 1956).....	5.327.377	143.662.667
Totaux	269.990.320	144.862.667
Total général des recettes	414.852.987	
DÉPENSES		
Pensions payées.....	41.403.042	144.862.667
Avances consenties au titre de l'aide au logement.....	22.117.938	,
Contribution à la section « anciens membres du Sénat ».	1.200.000	,
Achats de valeurs, frais compris	204.491.792	,
Frais (droit de garde)	768.611	,
Totaux	269.981.383	144.862.667
Total général des dépenses ...	414.844.050	
Solde disponible	8.937	

(1) Article 4 de la Résolution du Conseil de la République du 2 août 1956.

(2) Article 2 de la même Résolution.

NOTA. — Au 31 décembre 1956, les pensions servies par la Caisse des Retraites des anciens Sénateurs se répartissaient de la façon suivante :

Première section. — « Anciens membres du Conseil de la République » :

Pensions directes (1)	70 pensions
Pensions de réversion (Veuves) (2).....	35 »
Total	<u>105 pensions</u>

Deuxième section. — « Anciens membres du Sénat » :

Pensions directes.....	108 pensions
Pensions de veuves.....	199 »
Total	<u>307 pensions</u>
Total général.....	<u><u>412 pensions</u></u>

Nous vous demandons de bien vouloir prier le Conseil de la République d'arrêter définitivement ce compte dont le solde, soit 8.937 francs, doit être reporté au crédit du compte de l'exercice suivant.

Le tableau ci-contre fait ressortir l'ensemble du portefeuille de la Caisse des Retraites parlementaires au 1^{er} juin 1957.

(1) Vingt et une nouvelles pensions liquidées en 1956 : M. Bendjelloul, M^{me} Bouvet MM. Buffet, Chatagner, Colardeau, Djamah, de Gracia, Henry, Leccia, Legeay, Malécot, Milh, Monnet, Peyroulx-Romain, Renaison, Salvago, Trémintin, Tucci, M^{me} Vigier, MM. Vignard, Wehrung.

(2) Sept nouvelles pensions liquidées en 1956 : M^{mes} Veuves Brune, Hartmann, Leccia Maire, Maroger, Paquirissampoullé, Sclafer.

*Au 1^{er} juin 1957, le portefeuille de la Caisse des Retraites des anciens Sénateurs
comprendait les valeurs suivantes :*

DÉSIGNATION DES VALEURS.	REVENU NET.		COURS	VALEUR
	fr.	fr.	au 1 ^{er} juin 1957.	en portefeuille au 1 ^{er} juin 1957.
1° Rentes françaises et emprunts divers.				
Rente 5 % 1949 garantie	8.154.500 »	8.154.500 »	86,30	140.746.670 »
Rente 3 ½ % 1952 amortissable garantie or	70.000 »	70.000 »	101,30	2.026.000 »
Investissements 5 % 1954.....	62 certificats à 1.000.000 »	3.100.000 »	998.000	61.876.000 »
Caisse autonome 4 % 1941-52	17.335.000 » capital	693.400 »	678/1000	11.753.130 »
Obligations du Trésor 4 ½ % 1933-48 amortissable	2.521.000 » capital	113.445 »	919/1000	2.316.799 »
Obligations Emprunt national 5 % 1956 indexé.....	40 à 1.000.000 »	2.000.000 »	1.001.000 »	40.040.000 »
Bons d'Equipement industriel et agricole 5 % 1956...	22	1.100.000 »	899.000 »	19.778.000 »
P. T. T. 4 % 1941-51	1 obligation à 1.000 »	14.320 »	960	343.680 »
	1 — 2.000 »		1.920	
	1 — 5.000 »		4.800	
	5 — 10.000 »		9.600	
	3 — 100.000 »		96.000	
P. T. T. 6 % 1953	1.789 — 10.000 »	1.109.400 »	9.370	17.325.130 »
	6 — 100.000 »		93.700	
P. T. T. 6 % 1954.....	2.187 — 10.000 »	6.640.200 »	9.360	103.587.120 »
	678 — 100.000 »		93.600	
	21 — 1.000.000 »		936.000	
P. T. T. 6 % 1955	1.026 — 10.000 »	1.731.600 »	9.300	26.839.800 »
	186 — 100.000 »		93.000	
Maroc 6 % 1937	158 — 10.000 »	94.800 »	9.200	1.453.600 »
Cités ouvrières 6 % 1950	75 — 10.000 »	45.000 »	9.600	720.000 »
Départements et villes sinistrés 6 % 1950	25.647 — 10.000 »	15.388.200 »	9.550	244.928.850 »
Ports sinistrés 4 ¼ % février 1948	776 — 5.000 »	184.300 »	4.700	3.647.200 »
Ports sinistrés 6 % 1950	4.709 — 10.000 »	2.825.400 »	9.450	44.500.050 »
Eglises sinistrées 6 ¼ % 1950	200 — 10.000 »	125.000 »	9.850	1.970.000 »
Eglises sinistrées 6 ¼ % 1953	189 — 10.000 »	118.125 »	9.880	1.867.320 »
Compagnie nationale du Rhône 6 % 1949	6.509 — 10.000 »	3.905.400 »	9.650	62.811.850 »
Compagnie nationale du Rhône 6 % 1951.....	127 — 10.000 »	76.200 »	9.880	1.254.760 »
Crédit Agricole 6 % 1954	57 — 100.000 »	342.000 »	P. A.	6.700.000 »
Crédit Agricole 5 ½ - 6 % 1955	32.730.000 » capital	1.800.150 »	P. A.	32.545.062 »
Crédit Agricole 5 - 5 ½ % 1955	106.260.000 » capital	5.313.000 »	P. A.	105.000.000 »
Charbonnages de France 6 % 1955.....	1.271 obligations à 10.000 »	762.600 »	9.860	12.532.060 »
Charbonnages de France 5 ½ % 1956.....	186 — 10.000 »	102.300 »	9.320	1.733.520 »
Electricité de France 6 % 1957.....	2.500 — 20.000 »	3.000.000 »	19.410	48.525.000 »
2° Obligations des Chemins de fer français.				
S. N. C. F. 3 % 1921	2 obligations à 500 »	1.622 »	317	38.674 »
	12 — 5.000 »		3.170	
S. N. C. F. 4 % 1921	2 — 1.000 »	43.682 »	700	858.900 »
	245 — 5.000 »		3.500	
S. N. C. F. 5 % 1921	1.212 — 5.000 »	269.064 »	3.950	4.787.400 »
	1 — 1.000 »		705	
S. N. C. F. 4 % 1941-51	1 — 2.000 »	83.720 »	1.410	1.475.565 »
	209 — 10.000 »		7.050	
S. N. C. F. 3 ¼ % 1943-52	2 — 500 »	12.145 »	330	229.020 »
	3 — 2.000 »		1.320	
	34 — 10.000 »		6.600	
S. N. C. F. 4 % 1947	8 — 5.000 »	65.600 »	3.520	1.154.560 »
	32 — 50.000 »		35.200	
S. N. C. F. 6 % 1953.....	2.067 — 10.000 »	1.240.200 »	9.550	19.739.850 »
S. N. C. F. 6 % 1954 indexé	176 — 10.000 »	98.400 »	10.800	1.900.800 »
Réunion 3 %	619 — 500 »	8.256 »	255	157.845 »
A reporter.....		60.632.029 »		1.026.165.115 »

DÉSIGNATION DES VALEURS.				REVENU NET	COURS au 1 ^{er} juin 1957.	VALEUR en portefeuille au 1 ^{er} juin 1957.
				fr.	fr.	fr.
			<i>Report</i>	60.632.029 »		1.026.105.415 »
3^e Valeurs à lots.						
		3 obligations à	500 »		295 »	
Foncières communales 3 ½ % 1913	{	1	2.500 »	2.931 »	1.700 »	67.475 »
		18	5.000 »		3.605 »	
Foncières communales 3 % 1946	{	1	5.000 »	18.150 »	3.260 »	381.356 »
		60	10.000 »		6.300 »	
Foncières communales 3 % 1949.....	{	3	1.000 »	3.029 »	707 »	81.621 »
		22	5.000 »		3.750 »	
Foncières communales 3 % 1891-1951.....	{	2	400 »	976 »	310 »	
		9	4.000 »		3.500 »	32.120 »
Crédit National 4 % 1941-53.....		15	10.000 »	6.000 »	7.120 »	106.500 »
Crédit National 3 ½ % février 1942		44	2.000 »	3.080 »	1.315 »	57.860 »
Crédit National 3 ½ % décembre 1943		428	10.000 »	149.800 »	6.570 »	2.811.960 »
Crédit National 3 % 1946		154	10.000 »	46.200 »	6.370 »	989.960 »
Crédit National 6 % novembre 1954.....		50	10.000 »	30.000 »	9.760 »	488.000 »
Ville de Paris 4 ½ % 1929		149	1.000 »	6.705 »	745 »	111.005 »
		3	500 »		335 »	
Ville de Paris 3 % 1948	{	80	2.000 »	4.311 »	1.430 »	115.405 »
				60.903.211 »		1.031.402.601 »

N. B. — Le tableau ci-dessus n'offre qu'un intérêt de statistique. Il mentionne avec les valeurs antérieurement en portefeuille celles qui sont entrées en cours ou en fin d'exercice par suite d'achats ou de remplois après remboursements. Le revenu net annuel indiqué ne saurait correspondre aux intérêts effectivement perçus au cours dudit exercice clos le 31 décembre 1956.

II. — Compte de la Caisse des Retraites du Personnel.

Les deux augmentations légales des traitements à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1956 ont entraîné une importante majoration des recettes et des dépenses de la Caisse des Retraites.

Nous vous rappelons par ailleurs que dans les mêmes conditions que pour les Parlementaires, l'indemnité de résidence fut incluse à compter du 1^{er} janvier 1955 dans les émoluments de base soumis à retenue pour pension, ce qui entraîna la péréquation de toutes les pensions servies par la Caisse.

Les principaux postes du compte de cette Caisse affectés par les augmentations sont les suivants :

I. — Recettes :

— augmentation de plus de 3.000.000 de francs du total des retenues effectuées sur les traitements et corrélativement de la contribution de la dotation égale à ces retenues ;

— augmentation de près de 9.000.000 de francs des versements de la dotation à la Caisse des Retraites pour l'application aux retraités des lois de l'Etat (péréquation, suppléments légaux, etc...)

Sont également en augmentation les postes concernant l'encaissement des coupons et le remboursement en capital et intérêts des prêts supplémentaires d'aide au logement consentis au personnel sur les fonds de la Caisse.

II. — Dépenses :

— augmentation du montant total des pensions payées : 155.570.048 francs au lieu de 144.226.275 francs ;

— augmentation du chiffre des achats de valeurs compte tenu des recettes supplémentaires encaissées en 1956. Le montant de ces achats s'est élevé à 85.744.637 fr. en 1956 contre 66.497.669 francs en 1955.

On constate enfin une légère diminution du montant des prêts consentis au titre de l'aide au logement sur les fonds de la Caisse (10.800.000 francs contre 11.862.000 en 1956).

Caisse des Retraites du Personnel (Exercice 1956).

RECETTES

Solde de la Dotation Exercice 1955 (1).....	828.558	»
Solde du compte de la Caisse des Retraites (Exercice 1955) (2)..	4.090	»
Retenue de 6 0/0 sur les traitements et indemnités. — Rete- nue du premier douzième des augmentations de traitement. — Régularisation des services antérieurs.....	28.277.796	»
Vacances d'emplois et pénalités	1.409.296	»
Part contributive du Conseil de la République (Article 20, §§ 1, 2, 3 et 4 de la Dotation) :		
Pensions à la charge de la Dotation.....	1.729.496	»
Contribution égale aux retenues subies par le Personnel.....	28.277.796	»
Subvention.....	21.700.000	»
Application aux retraités des Lois de l'Etat....	128.632.888	»
	<u>180.340.180</u>	»
Coupons encaissés en 1956 et intérêts de fonds placés	29.628.218	»
Intérêts sur prêts logement	1.006.473	»
Remboursements de prêts complémentaires	4.314.336	»
Remboursement de titres amortis.....	6.705.049	»
	<u>252.513.996</u>	»

DÉPENSES

Pensions payées en 1956.....	155.570.048	»
Prêts complémentaires d'aide au logement... ..	10.800.000	»
Achats de valeurs.....	85.774.637	»
Frais (droit de garde)	361.937	»
	<u>252.506.622</u>	»
Total des dépenses de l'exercice 1956....	252.506.622	»
	<u>7.374</u>	»
Solde disponible.....		

(1) Article 2 de la Résolution du Conseil de la République du 2 août 1956.

(2) Article 4 de la même Résolution.

NOTA. — Au 31 décembre 1956, les pensions servies par la Caisse des Retraites du Personnel se répartissaient de la façon suivante :

	119 fonctionnaires et agents
	99 veuves
	9 mineurs
	<hr/>
Total	<u>227 pensions.</u>

Nous vous demandons de bien vouloir prier le Conseil de la République d'arrêter définitivement ce compte, dont le solde, soit 7.374 francs, doit être reporté au crédit du compte de l'exercice 1957.

Le tableau ci-contre fait ressortir la composition du portefeuille de la Caisse des Retraites du Personnel au 1^{er} juin 1957.

Les Questeurs :

Paul BARATGIN.
Gérard MINVIELLE,
Robert GRAVIER,

*Au 1^{er} juin 1957, le portefeuille de la Caisse des Retraites du Personnel
comprendait les valeurs suivantes :*

DÉSIGNATION DES VALEURS.			REVENU NET.	COURS au 1 ^{er} juin 1957.	VALEUR en portefeuille au 1 ^{er} juin 1957.
			fr.	fr.	fr.
1° Rentes françaises et emprunts divers.					
Rente 5 % 1949 garantie	5.127.000	»	5.127.000	86,30	88.492.020
Rente 3 ½ % 1952 amortissable garantie or	70.000	»	70.000	101,30	2.026.000
Rente 5 % 1920 amortissable	13.150	»	13.150	106,30	279.569
Certificats d'investissement 5 % 1954	20 à 1.000.000	»	1.000.000	998.000	19.960.000
Caisse autonome 4 % 1941-52	13.058.000	» capital	522.320	678/1000	8.853.324
Trésor 4 ½ % 1933-48 amortissable	1.665.000	» capital	74.925	919/1000	1.530.155
Obligations Emprunt national 5 % 1956 indexé	15 à 1.000.000	»	750.000	1.001.000	15.015.000
Bons d'équipement industriel et agricole 5 % 1956	14	»	700.000	899.000	12.586.000
P. T. T. 4 % 1941-51	1 obligation à 1.000	»		960	
	1 — 5.000	»		4.800	
	9 — 10.000	»	151.840	9.600	3.644.166
	37 — 100.000	»		96.000	
P. T. T. 6 % 1953	399 — 10.000	»	323.400	9.370	5.050.430
	14 — 100.000	»		93.700	
P. T. T. 6 % 1954	497 — 10.000	»	1.864.200	9.360	29.081.520
	141 — 100.000	»		93.600	
	12 — 1.000.000	»		936.000	
P. T. T. 6 % 1955	427 — 10.000	»	1.168.200	9.300	18.107.100
	132 — 100.000	»		93.000	
	2 — 1.000.000	»		930.000	
Eglises sinistrées 6 ¼ % 1950	822 — 10.000	»	513.750	9.850	8.096.700
Eglises sinistrées 6 ¼ % 1953	18 — 10.000	»	11.250	9.880	177.846
Départements et villes sinistrés 4 ¼ % 1948	1.135 — 5.000	»	269.562	4.630	5.255.050
Départements et villes sinistrés 6 % 1950	13.658 — 10.000	»	8.194.800	9.550	130.433.900
Ports sinistrés 4 ¼ % février 1948	554 — 5.000	»	131.575	4.700	2.603.800
Ports sinistrés 5 % décembre 1948	432 — 10.000	»	216.000	8.650	3.736.800
Ports sinistrés 6 % février 1950	775 — 10.000	»	465.000	9.450	7.323.750
Cités ouvrières 6 % février 1950	75 — 10.000	»	45.000	9.600	720.000
Maroc 6 % 1937	227 — 10.000	»	136.200	9.200	2.088.400
Compagnie nationale du Rhône 6 % 1949	3.118 — 10.000	»	1.870.800	9.650	20.088.700
Compagnie nationale du Rhône 6 % 1951	313 — 10.000	»	187.800	9.880	3.092.440
Crédit agricole 5 ½-6 % 1955 série A	13.330.000	» capital	733.150	PA	13.232.878
Crédit agricole 5-5 ½ % 1955 série A	30.360.000	» capital	1.518.000	PA	30.000.000
Charbonnages de France 5 ½ % 1956	280 — 10.000	»	154.000	9.320	2.609.600
Charbonnages de France 6 % 1955	385 — 10.000	»	231.000	9.860	3.796.100
Houillères Bassins du Nord et Pas-de-Calais 3 ½ % 1946	400 — 5.000	»	70.000	3.925	1.570.000
Electricité de France 6 % 1957	750 — 20.000	»	900.000	19.410	14.557.500
2° Obligations des Chemins de fer français.					
S. N. C. F. 3 % 1921	1 obligation à 500	»	1.476	317	35.187
	11 — 5.000	»		3.170	
S. N. C. F. 4 % 1921	3 — 1.000	»	37.132	700	730.100
	208 — 5.000	»		3.500	
S. N. C. F. 5 % 1921	1 — 1.000	»	186.080	790	3.310.620
	838 — 5.000	»		3.950	
S. N. C. F. 4 % 1941-51	2 — 2.000	»	107.780	1.410	1.899.270
	269 — 10.000	»		7.050	
S. N. C. F. 3 ½ % 1943-52	3 — 500	»	10.064	330	180.750
	3 — 2.000	»		1.320	
	28 — 10.000	»		6.600	
S. N. C. F. 4 % 1947	90 — 5.000	»	18.000	3.520	316.800
S. N. C. F. 6 % 1953	77 — 10.000	»	46.200	9.550	735.350
S. N. C. F. 6 % 1954 indexés	964 — 10.000	»	98.400	10.800	1.771.200
Réunion 3 %	650 — 500	»	8.670	255	165.750
A reporter			27.926.704		173.183.013

DÉSIGNATION DES VALEURS.		REVENU NET.	COURS au 1 ^{er} juin 1957.	VALEUR en portefeuille au 1 ^{er} juin 1957.
		fr.	fr.	fr.
	<i>Report</i>	27.926.704 »		473.183.013 »
3 ^o Valeurs à lots.				
Foncières communales 3 ½ % 1918	{ 8 obligations à 500 »	2.853 »	295 »	65.775 »
	{ 18 — 5.000 »		3.605 »	
Communales 3 % 1946	{ 28 — 10.000 »	8.400 »	6.300 »	176.400 »
	{ 1 — 250 »		190 »	
Foncières communales 3 % 1949.....	{ 3 — 1.000 »	1.964 »	707 »	54.841 »
	{ 14 — 5.000 »		3.750 »	
Foncières communales 3 % 1891-1951.....	{ 4 — 400 »	786 »	310 »	25.740 »
	{ 7 — 4.000 »		3.500 »	
Credit National 4 % 1941-53.....	{ 1 — 2.000 »	5.680 »	1.360 »	101.040 »
	{ 14 — 10.000 »		7.120 »	
Credit National 3 ½ % février 1942.....	{ 44 — 2.000 »	8.080 »	1.315 »	57.860 »
Credit National 3 ½ % décembre 1943	{ 293 — 10.000 »	102.550 »	6.570 »	1.925.010 »
Credit National 3 % 1945	{ 61 — 10.000 »	18.300 »	6.430 »	392.230 »
Credit National 3 % 1946	{ 77 — 10.000 »	23.100 »	6.370 »	490.490 »
Credit National 6 % novembre 1954.....	{ 50 — 10.000 »	30.000 »	9.760 »	488.000 »
Ville de Paris 4 ½ % 1929	{ 330 — 1.000 »	14.850 »	745 »	245.850 »
	{ 1 — 1.000 »		728 »	
Ville de Paris 4 ½ % 1932	{ 2 — 5.000 »	495 »	4.075 »	8.878 »
		28.138.762 »		477.216.097 »

N. B. — Le tableau ci-dessus n'offre qu'un intérêt de statistique. Il mentionne avec les valeurs antérieurement en portefeuille celles qui ont entrées en cours ou en fin d'exercice par suite d'achats ou de remplois après remboursements. Le revenu net annuel indiqué ne saurait donc correspondre aux intérêts effectivement perçus au cours dudit exercice clos le 31 décembre 1956.

C. — COMPTES DES CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE (Exercice 1956.)

I. — Compte de la Caisse de Sécurité sociale des Sénateurs.

Le compte de la Caisse autonome de Sécurité sociale des sénateurs faisait ressortir en fin 1955 un excédent de 4.069.911 francs, compte tenu du report de l'exercice 1954 qui s'élevait à 3.991.219 francs.

A la fin de l'exercice 1956, ce solde excédentaire de 4.069.911 francs s'est trouvé réduit à 2.615.415 francs par suite d'un déficit de 2.509.958 francs constaté sur la section des sénateurs en exercice, compensé partiellement par un excédent de 1.056.462 francs de la section des anciens sénateurs pensionnés.

Le déficit de l'exercice 1956 qui s'élève, pour l'ensemble de la Caisse à 1.453.496 francs, résulte d'une part, de la majoration en cours d'année des honoraires médicaux, du prix des produits pharmaceutiques et des frais de séjour dans les établissements hospitaliers, d'autre part de la suppression du régime de la longue maladie dans les conditions prévues, pour le régime général de la Sécurité sociale, par le décret du 20 mai 1955. Dans le nouveau régime, les prestations maladie sont servies sans limitation de durée et le ticket modérateur est supprimé pour les traitements prolongés. En outre, depuis le 1^{er} avril 1956, et conformément à la réforme instaurée dans le régime général de la Sécurité sociale par la loi n° 56-341 du 27 mars 1956, les anciens sénateurs pensionnés bénéficient de l'assurance maladie sans condition de durée alors que précédemment les frais médicaux ne pouvaient leur être remboursés au-delà de 6 mois pour une même maladie.

Cette dernière réforme devant entraîner un surcroît très important de dépenses, nous avons décidé, après avis du Comité consultatif de gestion de la Caisse, de porter de 1,50 à 2,50 % la cotisation des retraités à partir du 1^{er} avril 1956.

En outre, le plafond des cotisations a été aligné, à partir de la même date, sur celui du régime général de la Sécurité sociale, soit 528.000 francs.

Le compte de la Caisse de Sécurité sociale des Sénateurs se présente comme suit pour l'exercice 1956.

	SECTION des Sénateurs en exercice.	SECTION des anciens Sénateurs pensionnés.	ENSEMBLE de la Caisse.
Recettes	12.307.851	10.540.731	22.848.582
Dépenses	14.817.809	9.484.269	24.302.078
Excédent ou déficit 1956	— 2.509.958	+ 1.056.462	— 1.453.496
Solde de l'exercice 1955	+ 2.226.448	+ 1.843.463	+ 4.069.911
Excédent ou déficit	— 283.510	+ 2.899.925	+ 2.616.415

Pour déterminer plus exactement l'évolution de la situation financière de la Caisse de Sécurité sociale des Sénateurs, nous pouvons comparer les soldes excédentaires ou déficitaires des cinq dernières années :

	1952	1953	1954	1955	1956
Sénateurs	+ 1.283.571	+ 701.959	+ 689.313	— 448.395	— 2.509.958
Anciens Sénateurs pensionnés ...	+ 605.971	+ 401.183	+ 309.222	+ 527.087	+ 1.056.462
Ensemble de la Caisse ...	+ 1.889.542	+ 1.103.142	+ 998.535	+ 78.692	— 1.453.496

En conclusion, nous vous proposons de reporter au compte de l'exercice 1957, l'excédent de recettes de 2.616.415 francs (— 283.510 fr. pour la section des Sénateurs en exercice et + 2.899.925 fr. pour la section des anciens Sénateurs pensionnés).

II. — Compte de la Caisse de Sécurité sociale du Personnel.

Le compte de la Caisse autonome de Sécurité sociale du personnel faisait ressortir en fin 1955 un excédent de 12.241.903 francs, compte tenu de l'excédent de 13.122.176 francs qui apparaissait à la fin de l'exercice 1954.

Pour l'exercice 1956 nous relevons un déficit de 399.000 francs pour la section du personnel en activité auquel s'ajoute un déficit de 2.145.566 francs pour la section du personnel retraité. Au total pour l'ensemble de la Caisse le déficit pour l'année 1956 s'élève à 2.544.566 francs ; compte tenu de l'excédent de 12.241.903 francs relevé fin 1955, la caisse de Sécurité sociale dispose encore, y compris les fonds placés en bons du Trésor, d'un excédent de 9.865.337 francs, à savoir :

- un excédent de 12.423.015 francs pour la section du personnel en activité,
- un déficit de 2.557.678 francs pour la section du personnel retraité.

Au cours de cet exercice, diverses majorations de prix sont intervenues. Le prix de journée, médecine, des hôpitaux parisiens de l'Assistance publique servant de base à nos remboursements, est passé de 2.870 francs à 2.950 francs par jour. Le tarif syndical des honoraires médicaux a été augmenté de 100 francs pour les consultations et de 150 francs pour les visites, soit 20 % pour les unes et plus de 15 % pour les autres. Les prix des spécialités pharmaceutiques ont, eux aussi, sensiblement augmenté.

Le taux des cotisations n'a pas varié pour le personnel en activité, mais il a été porté, à compter du 1^{er} avril 1956, de 1,75 % à 2,50 % pour le personnel retraité qui bénéficie désormais des mêmes prestations que le personnel en activité. L'assiette des cotisations des deux catégories a été portée de 456.000 francs à 528.000 francs à partir de la même date.

Le compte de la Caisse de Sécurité sociale du personnel se présente comme suit pour l'exercice 1956 :

	EN ACTIVITÉ.	RETRAITÉ.	ENSEMBLE de la Caisse.
Recettes	23.455.375	6.853.881	30.309.256
Dépenses	23.854.375	8.999.447	32.853.822
Excédent ou déficit 1956	— 399.000	— 2.145.566	— 2.544.566
Solde exercice 1955	+ 4.694.015	— 412.112	+ 4.281.903
Excédent ou déficit	+ 4.295.015	— 2.557.678	+ 1.737.337
Fonds placés en bons du Trésor (y compris les intérêts du 9 mars au 31 décembre).....	+ 8.128.000	»	+ 8.128.000
Excédent ou déficit, compte tenu des fonds placés.....	+ 12.423.015	— 2.557.678	+ 9.865.337

Pour déterminer plus exactement l'évolution de la situation financière de la Caisse de Sécurité sociale du personnel, nous pouvons comparer les soldes excédentaires ou déficitaires des cinq dernières années.

	1952	1953	1954	1955	1956
Personnel en activité	+ 4.810.555	+ 5.468.283	+ 1.559.195	+ 815.982	— 399.000
Personnel retraité	+ 699.980	+ 958.065	— 373.902	— 1.696.255	— 2.145.566
Ensemble de la Caisse.....	+ 5.510.535	+ 6.426.348	+ 1.185.293	— 880.273	— 2.544.566

Il n'est pas possible de déterminer avec précision les postes responsables du déficit, mais il est vraisemblable qu'il provient d'une part de l'augmentation des prix au cours de l'année 1956 et de l'extension au personnel retraité des avantages dont bénéficiait le personnel en activité. Les dépenses résultant de cette extension n'ont été que très incomplètement couvertes par l'augmentation des cotisations survenue au 1^{er} avril 1956.

Une nouvelle augmentation devra donc être envisagée pour le personnel retraité.

En conclusion, nous vous proposons de reporter au compte de l'exercice 1957 l'excédent de recettes de 1.737.337 francs (soit un solde créditeur de 4.295.015 francs pour la section du personnel en activité et un solde débiteur de 2.557.675 francs pour la section du personnel retraité).

Radiodépistage.

Les Caisses de Sécurité sociale du Conseil de la République ont organisé, sur la demande du médecin-chef, des séances de radiodépistage qui ont eu lieu du 19 au 23 mars 1956.

Sur 1432 personnes convoquées, 1085 se sont présentées.

Le nombre d'images retenues par la Croix-Rouge française à qui a été confié le tirage ainsi que l'examen des clichés, s'est élevé à 138, se décomposant ainsi :

Séquelles.....	26
Anomalies pulmonaires	24
Anomalies non pulmonaires	88

A la suite de ces résultats, 67 personnes ont été renvoyées à leur médecin traitant et 24 ont subi un contrôle radiographique plus approfondi confié au radiologue du Conseil de la République.

Tableau comparatif des résultats des différents dépistages.

	DÉCEMBRE 1951.	JANVIER 1953.	MARS 1954.	MARS 1956.
Sujets examinés	1.140	1.087	1.082	1.085
Images retenues	102	128	134	138
Séquelles	40	52	50	26
Anomalies pulmonaires.	19	16	14	24
Anomalies non pulmo- naires	43	60	70	88

* * *

Nous vous prions de bien vouloir demander au Conseil de la République d'approuver les comptes des Caisses de Sécurité sociale et de nous autoriser à délivrer quitus de sa gestion à M. Molard, Trésorier du Conseil de la République.

Les Questeurs :

Paul BARATGIN,
Gérard MINVIELLE,
Robert GRAVIER.

D. — COMPTES DES BUVETTES
(Exercice 1956.)

Conformément à l'article 13 du Règlement de Comptabilité, les deux buvettes (buvette des Parlementaires et buvette du rez-de-chaussée, dite « bar des journalistes ») sont administrées en régie directe, et sous notre contrôle, par le Directeur du Service du Matériel.

Nous vous prions de trouver ci-dessous le bilan et les comptes accessoires des deux buvettes pour l'exercice 1956 :

I. — Buvette des Parlementaires.

Le bilan de la buvette des Parlementaires pour l'exercice 1956 s'établit comme suit :

ACTIF		PASSIF	
<i>Immobilisations</i>			
Consignes	56.531		
Matériel de la buvette..	19.501	Capital	1.500.000
	<hr/>		
	76.032	Bénéfices non distribués des exer-	
<i>Stock</i>		cices précédents	514.817
Marchandises	1.808.764		
		Bénéfices de l'exercice 1956	618.906
<i>Disponible</i>			<hr/>
Compte courant à la Trésorerie.	671.275		2.633.723
Caisse	77.652		
	<hr/>		
	2.633.723		

Afin de permettre une lecture plus facile de ce bilan, nous avons pensé utile de vous présenter, ci-après, d'une part, la balance d'inventaire au 31 décembre 1956, faisant apparaître notamment le montant des achats et des ventes effectués à la buvette, et d'autre part, le compte des pertes et profits faisant ressortir le montant des bénéfices nets réalisés au cours de l'exercice :

Balance d'inventaire au 31 décembre 1956.

	CAPITAUX		SOLDES	
	Débit	Crédit	Débiteurs	Créditeurs
Compte courant de la Trésorerie.....	4.856.766	4.185.491	671.275	»
Caisse.....	3.442.652	3.365.000	77.652	»
Matériel.....	119.975	100.474	19.501	»
Consignes.....	71.101	14.570	56.531	»
Marchandises.....	4.781.887	2.973.123	1.808.764	»
Ventes à la buvette.	2.554.500	2.554.500	»	»
Ventes diverses.....	795.658	795.658	»	»
Frais généraux.....	5.626	5.626	»	»
Pertes et profits.....	670.748	670.748	»	»
Capital.....	»	1.500.000	»	1.500.000
Bénéfices non distribués.....	579.856	1.094.673	»	514.817
Résultats de l'exercice 1956.....	»	618.906	»	618.906
Totaux égaux à ceux du journal.....	17.878.769	17.878.769	2.633.723	2.633.723

Compte de Pertes et Profits.

Amortissements et pertes diverses en cours d'exercice (casse, etc).....	46.216	Profits divers.....	2.730
Frais généraux.....	5.626	Plus-value du stock en cave.	16.104
Résultat de l'exercice 1956.	618.906	Ventes à la Buvette (bénéfice brut).....	636.232
	670.748	Ventes diverses (bénéfice brut).....	15.682
			670.748

Nous vous signalons qu'au cours de l'exercice 1956, il a été acheté pour 579.856 francs de matériel destiné à notre restaurant, ces achats ont été imputés sur les bénéfices disponibles.

Les bénéfices de l'exercice 1956 s'élèvent à 618.906 francs et le reliquat des bénéfices antérieurs à 514.817 francs, soit au total une somme disponible de 1.133.723 francs.

Pour la garantie d'une saine gestion nous avons envisagé de porter le capital de la buvette de 1.500.000 francs à 2.000.000 de francs, par prélèvement d'une somme de 500.000 francs sur les bénéfices possibles.

Nous vous proposons d'approuver les comptes de la gestion de la Buvette des Parlementaires pour l'exercice 1956 clos le 31 décembre 1956 et d'entériner la répartition des bénéfices que nous avons provisoirement arrêtés comme suit :

Incorporation au capital.....	500.000 fr.
Report à l'exercice 1957	633.723 fr.

II. — Buvette du rez-de-chaussée dite « Bar des Journalistes ».

Le fonctionnement de cette buvette est assuré dans les mêmes conditions que la buvette des Parlementaires.

Au cours du second trimestre de 1956 il a été procédé au remplacement du perce-lateur grâce à une avance de 390.000 francs de la Trésorerie, avance que nous vous proposons de rembourser sans tarder, compte tenu des résultats satisfaisants du présent exercice.

Par ailleurs, nous avons décidé de verser comme chaque année une somme de 300.000 francs à la Caisse de Secours des Journalistes parlementaires et de 300.000 francs à la Caisse de Secours du Personnel, compte tenu du reliquat reporté des bénéfices des exercices antérieurs.

Nous avons également décidé de verser à la Caisse de Secours du Personnel l'intégralité des bénéfices sur ventes directes (14.712 francs) qui sont réalisés en dehors du bar des Journalistes par ventes directes aux membres du personnel.

Les comptes de cette buvette pour l'exercice 1956 se présentent comme suit :

Bilan.

ACTIF		PASSIF	
<i>Immobilisations :</i>		<i>Capital</i>	1.000.000
Consignes.....	66.956	<i>Résultats :</i>	
Matériel de la buvette	1	Report des exercices antérieurs	84.907
<i>Stock :</i>		Bénéfices de l'exercice 1956.	1.012.439
Marchandises	1.016.847	Bénéfices sur ventes directes	14.712
<i>Disponible :</i>		Total..	2.112.058
Compte courant à la Trésorerie	999.831		
Caisse	28.423		
Total...	2.112.058		

Nous vous prions de trouver ci-dessous les comptes explicatifs comprenant la Balance au 31 décembre 1956 et le compte de Pertes et Profits.

Balance au 31 décembre 1956.

	CAPITAUX		SOLDES	
	Débit	Crédit	Débiteurs	Créditeurs
Capital.....	»	1.000.000	»	1.000.000
Report des exercices antérieurs.....	»	84.907	»	84.907
Consignes et Matériel..	89.792	22.835	66.957	»
Marchandises.....	3.975.204	2.958.357	1.016.847	»
Compte courant à la Trésorerie.....	4.216.988	3.217.157	999.831	»
Caisse.....	3.993.423	3.965.000	28.423	»
Ventes au Bar.....	3.664.000	3.664.000	»	»
Ventes directes.....	263.781	278.493	»	14.712
Pertes et profits.....	1.026.999	1.026.999	»	»
Résultats de l'exercice 1956.....	»	1.012.439	»	1.012.439
Totaux.....	17.230.187	17.230.187	2.112.058	2.112.058

Compte de Pertes et Profits.

Pertes diverses.....	14.560	Réévaluation du stock au 31/12/56.....	6.457
Solde créditeur.....	1.012.439	Bénéfices.....	1.016.072
		Profits divers.....	4.470
	1.026.999		1.026.999

Les bénéfices de l'exercice 1956 s'élèvent à 1.027.151 francs (1.012.439 fr. + 14.712 fr.) et le reliquat des bénéfices antérieurs à 84.907 francs soit, au total une somme disponible de 1.112.058 francs.

Nous vous prions d'entériner la répartition de cette somme disponible que nous avons provisoirement arrêtée comme suit :

300.000 francs à la Caisse de Secours des Journalistes parlementaires,

314.712 francs à la Caisse de Secours du Personnel,

390.000 francs remboursement à la Trésorerie de l'avance faite à l'occasion du remplacement du percolateur,

le solde, soit 107.346 francs étant reporté au compte de l'exercice suivant.

*
* *

Nous vous demandons de bien vouloir prier le Conseil de la République d'approuver les comptes des buvettes et de nous autoriser à délivrer quitus de sa gestion à M. Bordes, Directeur du Service du Matériel.

Les Questeurs :

Robert GRAVIER,
Gérard MINVIELLE,
Paul BARATGIN.

ANNEXE III

COMPTES SPÉCIAUX

I. — Compte spécial d'aide au logement des Sénateurs.

Le « Compte spécial » créé sur notre proposition, par le Bureau du Conseil de la République, groupe dans un même document toutes les opérations comptables occasionnées par l'octroi aux Sénateurs, afin de faciliter l'exercice de leur mandat, de prêts destinés à leur permettre d'acquérir un logement et d'acheter une voiture automobile.

Vous trouverez ci-dessous l'explication des différentes écritures figurant à ce compte qui est soumis, comme la dotation, aux dispositions du Règlement de Comptabilité.

1^o Conventions avec l'Office public d'H. L. M.

A. — *Convention passée en novembre 1952 (30 logements).*

Nous vous avons signalé dans notre précédent rapport, que les derniers appartements prévus par cette convention avaient été mis à notre disposition fin 1955 avec un grand retard.

En 1956, plusieurs de nos collègues abandonnèrent les appartements qui leur avaient été attribués, appartements qui furent mis à la disposition d'autres Sénateurs. Nous vous précisons cependant que nous nous heurtâmes à quelques difficultés pour trouver d'éventuels locataires, les appartements H. L. M. en cause se trouvant fort éloignés du Palais du Luxembourg.

Cependant aucune somme ne fut versée à l'Office au titre de vacances d'appartements, des contacts directs et rapides existant, comme votre Commission l'avait d'ailleurs demandé, entre l'administration du Conseil de la République et l'Office d'H. L. M. de la Ville de Paris, contacts qui permettent de trouver sans retard de nouveaux affectataires.

B. — *Convention passée en septembre 1956 (10 logements).*

Les appartements prévus par cette Convention ne devaient être achevés que fin 1957 ou début 1958. Cependant dès le mois de décembre 1956, 2 appartements, l'un de deux pièces, l'autre de trois pièces, furent mis à notre disposition et aussitôt affectés. Nous espérons qu'en 1957 les 8 autres appartements seront achevés, ce qui nous, permettra de donner satisfaction aux demandes en instance.

2^o Prêts pour achats de logements.

Les mesures adoptées à l'origine par le Bureau du Conseil de la République réservaient le bénéfice de ces prêts aux Sénateurs désirant acquérir un logement dans la région parisienne.

Saisis de plusieurs demandes présentées par certains de nos Collègues qui ne disposaient pas d'un logement convenable dans leur département, nous avons déjà été amenés, dans le courant de l'année 1955, à soumettre au Bureau du Conseil de la République, une légère extension des textes au profit des Sénateurs ne disposant « d'aucun logement dans le département qu'ils représentent » ; l'adoption de cette mesure autorisa l'attribution de prêts à plusieurs de nos Collègues dont la situation nous avait paru particulièrement digne d'intérêt.

Au cours de l'exercice 1956, nous avons été appelés à procéder à un nouvel examen de cette question et à proposer au Bureau du Conseil de la République un nouveau texte afin d'être en mesure d'accueillir plusieurs demandes de Sénateurs désireux de se procurer un logement plus convenable que celui dont ils disposaient.

Par arrêté n° 28 en date du 25 juillet 1956, le Bureau du Conseil de la République adopta notre texte. Désormais les Sénateurs peuvent bénéficier de prêts pour l'achat ou la construction dans leur département ou le territoire qu'ils représentent, « sous réserve qu'ils n'y soient pas déjà propriétaire de leur habitation ».

Les prêts de cette nouvelle catégorie sont accordés dans des conditions différentes de celles qui ont été retenues pour l'attribution des prêts alloués pour la construction dans la région parisienne.

D'un montant maximum de 3.000.000 de francs remboursables en dix années, ils sont imputés sur les crédits de la Dotation pour la première fraction de 1.500.000 francs et sur les fonds disponibles de la Caisse des Retraites pour le complément.

Ces prêts portent intérêt sur la totalité de leur montant au taux de 6 % calculés chaque mois sur les sommes restant dues.

Les intérêts provenant des sommes imputées sur les crédits de la Dotation sont bloqués au compte spécial et ne pourront être utilisés qu'en cas de défaillance d'un emprunteur.

Par ailleurs, afin de ne pas imposer à nos collègues qui avaient obtenu des prêts sous le régime initial et qui sont liés par un engagement de cautionnement mutuel, un risque supplémentaire, nous avons proposé que les Sénateurs bénéficiant de ces prêts nouveaux soient invités à contracter une assurance-vie au profit du Conseil de la République afin que, en cas de décès, aucune difficulté ne surgisse pour le remboursement du reliquat du prêt.

3° Prêts pour achats de voitures.

Pendant l'année 1956, nous avons été saisis de nombreuses demandes de prêts pour achat de voitures. Toutes ces demandes ont pu être satisfaites. 31 prêts ont été attribués pendant l'exercice.

* * *

Nous vous prions de bien vouloir trouver, dans le tableau I ci-après, le détail des opérations réalisées sur le compte dans le courant de l'exercice, en insistant toutefois sur le caractère indicatif de cette présentation, l'ensemble de ces opérations ne pouvant être limité à un seul exercice budgétaire.

Nous croyons utile de vous présenter également dans le tableau II l'évolution des recettes et dépenses du compte spécial depuis son institution en 1953.

**I. — Situation du compte spécial d'aide au logement des Sénateurs
au 31 décembre 1956.**

	PRÊTS SANS INTÉRÊTS		PRÊTS AVEC INTÉRÊTS	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Soldes au 31 décembre 1955	184.196.698	146.282.560	80.111.146	78.611.146
Crédits de l'article 16 de la Dotation 1956..	17.000.000	»	»	»
Versement de la Caisse des Retraites	»	»	22.117.938	»
Remboursements des bénéficiaires de prêts :				
Logement	12.411.865	»	12.801.813	»
Voitures.....	10.841.360	»	»	»
Intérêts des prêts	(1) 116.645	»	2.754.387	»
Redevances versées par les locataires d'appartements H. L. M.	378.500	»	»	»
Versements aux H. L. M. (vacances d'appartements)	»	»	»	»
Reversements à la Caisse des Retraites :				
En capital.....	»	»	»	12.801.813
En intérêts	»	»	»	2.754.387
Subvention aux H.L.M.	»	2.062.500	»	»
Sommes avancées à titre de prêts :				
Logement	»	30.357.062	»	21.889.938
Voitures.....	»	11.492.000	»	»
Totaux	224.945.068	190.194.122	117.785.284	116.057.284
Soldes.....	+ 34.750.946		+ 1.728.000 (2)	
Solde net.....	+ 36.478.946			

(1) Les sommes figurant à cette rubrique sont bloquées au compte spécial et ne peuvent être utilisées qu'en cas de défaillance d'un emprunteur (arrêté du bureau n° 28 du 25/7/56.)

(2) Solde excédentaire résultant du non-paiement au 31 décembre 1956 de l'intégralité des prêts accordés par arrêtés de Questure.

**II. — Tableau récapitulatif des opérations du compte spécial
d'aide au logement des Sénateurs (années 1953 à 1956).**

FONDS DE LA DOTATION

A. — Prêts logement et voitures.

AN- NÉES.	RECETTES.			DÉPENSES.	
	Dotation.	Rembourse- ments.	Totaux.	Nombre de prêts.	Sommes versées.
1953	60.000.000	L 2.604.407 V 5.042.696	67.647.103	29 55	43.254.738 19.844.800
1954	55.000.000	L 7.764.478 V 11.670.467	74.434.945	16 + 5 C 21	23.780.200 7.649.000
1955	20.000.000	L 10.801.694 V 10.819.456	41.621.150	12 41	12.400.000 14.827.700
1956	17.000.000	L 12.411.865 V 10.841.360	40.253.225	18 + 2 C 31	30.357.062 11.492.000
TOTAUX.	152.000.000	71.956.423	223.956.423	L 75 + 7 C V 148	163.605.500

B. — Appartements H. L. M.

ANNÉES.	REDEVANCES d'occupation.	SUBVENTIONS H. L. M.	LOYERS appartements non occupés.
1953	27.500	15.000.000	»
1954	167.500	»	77.480
1955	298.500	9.275.000	173.642
1956	378.500	2.062.500	»
Totaux	872.000	26.337.500	251.122
		26.588.622	

C. — Prêts Province.

ANNÉE.	INTÉRÊTS versés par les emprunteurs.
1956	116.645

Total général des tableaux A, B, C	224.945.068	190.194.122
Solde net	+ 34.750.946	

L : prêts au logement. V : prêts aux voitures. C : prêts complémentaires.

II. — Compte spécial d'aide au logement du personnel.

Dans le cadre des mesures adoptées par le Bureau du Conseil de la République nous avons, pendant l'exercice écoulé, accordé aux membres du personnel qui en ont fait la demande justifiée, l'aide financière prévue pour l'achat ou la construction de logements.

Nous vous prions de bien vouloir trouver dans le tableau n° 1 ci-dessous le détail des opérations réalisées sur le compte dans le courant de l'exercice en insistant toutefois sur le caractère indicatif de cette présentation, l'ensemble de ces opérations ne pouvant être limité à un seul exercice budgétaire.

Le montant total des prêts attribués pendant l'année 1956 atteint 52.748.373 fr. en augmentation de 3.900.385 francs sur le montant des dépenses de l'exercice précédent.

Le tableau n° II ci-dessous fait apparaître pour les années 1953-1954-1955 un ralentissement important du rythme des demandes et une diminution très sensible du montant des avances consenties.

En 1956, la tendance dégressive observée depuis la création du compte semble s'interrompre. La dépense supplémentaire enregistrée provient d'une augmentation relativement importante du nombre de prêts complémentaires (1) attribués (13 en 1956, 3 seulement en 1955).

Dans le courant de l'année 1956, 34 prêts principaux et 13 prêts complémentaires ont été accordés. Par ailleurs, 30 prêts supplémentaires (2) avec intérêt ont été attribués sur les fonds disponibles de la Caisse des Retraites du Personnel.

(1) Le prêt complémentaire est un nouveau prêt consenti, dans la limite des droits de l'emprunteur, en vue d'achever l'opération immobilière autorisée.

(2) Le prêt supplémentaire est consenti sur les fonds de la Caisse des retraites avec intérêt de 6 %.

*I. — Situation du compte spécial d'aide au logement du personnel
au 31 décembre 1956.*

	PRÊTS SANS INTÉRÊTS		PRÊTS AVEC INTÉRÊTS	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Soldes au 31 décembre 1955	307.823.769	280.233.102	18.416.934	15.220.210
Article 16 de la Dotation 1956	85.000.000	»	»	»
Remboursement des bénéficiaires de prêts...	17.429.598	»	4.314.336	»
Intérêts des prêts	»	»	1.006.473	»
Montant des prêts payés	»	52.748.373	»	12.788.512
Versement de la Caisse des Retraites	»	»	10.500.000	»
Reversements à la Caisse des Retraites :				
En capital	»	»	»	4.314.336
En intérêts	»	»	»	1.006.473
Totaux	410.253.367	332.981.475	34.537.743	33.329.531
Soldes	+ 77.271.892		+ 1.208.212 (1)	
Solde net	+ 78.480.104			

(1) Solde excédentaire résultant du non-paiement au 31 décembre 1956 de l'intégralité des prêts accordés par arrêtés de Questure.

**II. — Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses
du compte spécial d'aide au logement du personnel (années 1953-1956).**

FONDS DE LA DOTATION

AN- NÉES.	RECETTES.			DÉPENSES.	
	Dotation.	Rembourse- ments.	Totaux.	Nombre de prêts.	Sommes versées.
1953	100.000.000	3.608.834	103.608.834	113	141.375.184
1954	130.000.000	9.209.894	139.209.894	62 + 23 C	90.009.930
1955	50.000.000	15.005.041	65.005.041	38 + 3 C	48.847.988
1956	85.000.000	17.429.598	102.429.598	34 + 13 C	52.748.373
TOTAUX.	365.000.000	45.253.367	410.253.367	247 + 39 C	332.981.475

C : prêt complémentaire.

III. — Compte spécial de construction.

Nous vous rappelons qu'afin de grouper dans un seul compte toutes les opérations de recettes et de dépenses auxquelles donnera lieu la construction de l'immeuble du 56, rue de Vaugirard, nous avons décidé d'ouvrir dans nos écritures un « compte spécial de construction » qui est soumis comme la Dotation elle-même au contrôle de votre Commission. Les dispositions du Règlement de Comptabilité relatives à la liquidation, à l'ordonnancement et au paiement des dépenses, lui sont applicables.

Il comprend :

En recettes : les sommes spécialement affectées à ce compte par Résolution du Conseil de la République.

En dépenses : l'ensemble des mémoires de fournisseurs concernant la construction dudit immeuble.

Nous vous présentons ci-dessous la situation du compte au 31 décembre 1956.

Cette situation a un caractère purement indicatif, les opérations qui y figurent n'étant pas limitées à la durée d'un seul exercice budgétaire.

Situation du compte spécial de construction au 31 décembre 1956.

	RECETTES	DÉPENSES
Versement d'une fraction du solde excédentaire de l'exercice 1951 (1).....	50.000.000	»
Versement d'une fraction du solde excédentaire de l'exercice 1953 (2).....	50.000.000	»
Exercice 1955. — Versement de l'article 18, III.....	130.000.000	»
Exercice 1956. — Versement de l'article 18, III.....	95.000.000	»
Mémoires des fournisseurs.....	»	282.061.510
Totaux.....	325.000.000	282.061.510
Solde.....	42.938.490	

(1) Article 2 de la résolution du Conseil de la République en date du 17 mars 1953.
 (2) Article 2 de la résolution du Conseil de la République en date du 5 août 1954.

Les Questeurs :

Robert GRAVIER,
 Gérard MINVIELLE,
 Paul BARATGIN.